



INSTITUTION INTERDÉPARTEMENTALE
DU BASSIN DE L'ORNE
La gestion concertée de l'eau

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX ORNE MOYENNE

ETAT DES LIEUX

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DOMESTIQUES

SOMMAIRE

1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE	4
1.1. RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE	4
1.1.1. Directive européenne 91/271/CE sur les Eaux Résiduaire Urbaines* du 21/05/1991	4
1.1.2. Directive européenne 2 000/60/CE Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000.....	5
1.2. RÉGLEMENTATION NATIONALE	5
1.2.1. Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 : transposition de la Directive ERU	5
1.2.2. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie	7
 2. ACTEURS	 8
2.1. SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT	8
2.1.1. Préfets	8
2.1.2. Le pôle de l'eau du Calvados et la Mission Inter Services de l'Eau (MISE) de l'Orne	8
2.1.3. Direction Départementale de l'Équipement du Calvados et Direction Départementale de l'Agriculture de l'Orne.....	8
2.2. MISSION D'INGÉNIERIE ET CONSTRUCTEUR	8
2.3. PARTENARIATS TECHNIQUES ET FINANCIERS	9
2.3.1. Agence de l'Eau Seine Normandie.....	9
2.3.2. Conseils Généraux et SATESE de l'Orne et du Calvados.....	9
2.4. USAGERS DOMESTIQUES.....	10
2.5. COLLECTIVITÉS « MAÎTRE D'OUVRAGE »	10
 3. ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DOMESTIQUES.....	 12
3.1. ZONAGES D'ASSAINISSEMENT.....	12
3.2. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	12
3.2.1. Définition et réglementation spécifique.....	12
3.2.2. Description du parc de stations d'épuration.....	13
3.2.3. Unités de collecte.....	17
3.2.4. Flux des déchets issus du traitement des eaux usées domestiques.....	18
3.2.5. Dysfonctionnement identifiés et performance des systèmes existants.....	20
3.2.6. Recensement des projets connus et priorités d'actions.....	21
3.3. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	23
3.3.1. Définition et réglementation spécifique.....	23
3.3.2. Présentation du parc et estimation du flux polluant	24
3.3.3. Estimation du volume de déchets produits.....	24
3.3.4. Efficacité des traitements et qualité du parc existant	25
3.3.5. Mise en œuvre des services publics d'assainissement non collectif (SPANC)	25
3.3.6. Mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif existant.....	26

3.4.	FILIÈRES D'ÉLIMINATION ET DE VALORISATION DES DÉCHETS DE L'ASSAINISSEMENT	27
3.4.1.	<i>Responsabilité de gestion</i>	27
3.4.2.	<i>Synthèse des déchets produits et des filières existantes</i>	27
4.	ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN CONFORMITÉ AVEC LE DÉCRET DU 3 JUIN 1994	31
4.1.	ZONES SENSIBLES*	31
4.2.	DÉFINITION DES PÉRIMÈTRES D'AGGLOMÉRATION ET RÉDUCTION DES FLUX DE SUBSTANCES POLLUANTES	32
4.2.1.	<i>Délimitation des agglomération</i>	32
4.2.2.	<i>Objectifs de réduction de flux de substances polluantes</i>	32
4.2.3.	<i>Programme d'assainissement</i>	32
4.3.	ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN CONFORMITÉ DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT	33
4.3.1.	<i>Rappel des échéances sur le territoire du S.A.G.E.</i>	33
4.3.2.	<i>Situation vis-à-vis de la collecte et du traitement</i>	34
4.4.	SITUATION VIS-À-VIS DE L'AUTO SURVEILLANCE	34
4.4.1.	<i>Rappel réglementaire</i>	34
4.4.2.	<i>Conformité des ouvrages du SAGE</i>	34
4.5.	SITUATION VIS-À-VIS DE LA GESTION DES BOUES	35
4.5.1.	<i>Rappel réglementaire</i>	35
4.5.2.	<i>Conformité des ouvrages du SAGE</i>	35
ANNEXES		37
GLOSSAIRE		47

1. Contexte réglementaire

1.1. Réglementation européenne

Les textes fondateurs de l'assainissement des eaux usées domestiques sont la Directive européenne du 21 mai 1991 «Eaux Résiduaires Urbaines»*, sa transcription en droit français dans la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, le code de l'Environnement, le code de la santé publique et le code général des collectivités territoriales. Une énumération des textes consultés figure en annexe 1 du présent document.

1.1.1. Directive européenne 91/271/CE sur les Eaux Résiduaires Urbaines* du 21/05/1991

La directive européenne 91/271/CE sur les Eaux Résiduaires Urbaines du 21/05/1991 (signalée **Directive ERU** dans le texte) a pour objectif de prévenir la dégradation de l'environnement provoquée par les rejets des eaux urbaines résiduaires* et des eaux industrielles usées*(onze secteurs industriels définis en annexe III de la directive).

Elle rend obligatoire :

- **l'équipement de toutes les agglomérations*** d'un système de collecte et de traitement appliqué après collecte (traitements primaires*, secondaire* ou tertiaire*) des eaux usées selon un échéancier (1998, 2000 ou 2005) en fonction de la sensibilité des eaux réceptrices du rejet,
- la délimitation par les Etats de **zones sensibles*** dans lesquelles les eaux résiduaires urbaines doivent faire l'objet d'un **traitement plus rigoureux**, selon un échéancier plus court :
 - .1. pour les **rejets de station d'épuration en eaux douces**, le critère de sensibilité porte sur l'eutrophisation, le traitement le plus rigoureux est la **déphosphatation** ;
 - .2. pour les **rejets de station d'épuration en eaux côtières**, le critère porte sur la **bactériologie**, un traitement adapté s'impose lorsque des usages sensibles (baignade, pêche à pied, cultures marines, etc.) se situent sous l'influence du rejet ;
- le **recours à des systèmes d'assainissement individuels*** quand les coûts de collecte sont excessifs ou que la technique est inappropriée,
- la suppression progressive du déversement des boues résiduelles de traitement dans les eaux de surface avant le 31 décembre 1998 ;

L'annexe 2 précise l'échéancier de mise en conformité des systèmes d'assainissement et le chapitre 4 du présent document établit l'avancement de cette mise en conformité à l'échelle du S.A.G.E..

La directive ERU encourage le recyclage des boues lorsqu'il réduit au maximum les effets négatifs sur l'environnement. Elle oblige les Etats à **assurer la surveillance des stations de traitements, des eaux réceptrices et de l'évacuation des boues*** dans le respect de l'environnement en précisant les modalités, ainsi que **l'information du public** sur la gestion des eaux résiduaires urbaines et des boues.

La directive européenne 98/15/CE du 27/02/1998 éclaircit les prescriptions de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991.

Compte tenu du **retard pris par la France dans l'application de cette directive**, la Commission Européenne a engagé une procédure d'infraction à l'encontre de la France ; la circulaire du 3 mai 2002 du Ministère en charge de l'Environnement a demandé aux Préfets de prendre les mesures nécessaires pour que les collectivités retardataires se mettent en conformité.

1.1.2. Directive européenne 2 000/60/CE Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000

La Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 vise à **organiser l'ensemble des directives et décisions communautaires prises en vue de réglementer les usages de l'eau ou les rejets dans le milieu aquatique** en un ensemble cohérent. Elle poursuit un objectif prioritaire de **protection durable de l'environnement et des milieux aquatiques**, et de sécurité d'approvisionnement en eau des usages.

Elle **s'applique à toutes eaux** (de surface, souterraines, de transition et côtières*) sur lesquelles elle impose une obligation de résultat en fixant des objectifs environnementaux majeurs : stopper la dégradation des eaux, atteindre le **bon état écologique des eaux d'ici 2 015**, réduire les rejets de substances dites prioritaires et supprimer à terme le rejet de substances dites « prioritaires dangereuses ». Elle intègre les objectifs fixés par la Directive ERU, constituant un préalable à l'obtention du bon état écologique des masses d'eau.

La loi de transposition en droit français de cette directive a été promulguée le 21 avril 2004. Elle intègre à la loi française les échéances fixées par la directive : état des lieux pour fin 2004, plans d'action de réduction des pollutions pour fin 2009 et bon état global des eaux pour fin 2015, dans chaque bassin hydrographique ou groupe de bassins sous l'autorité du Préfet coordonnateur de bassin.

1.2. Réglementation nationale

1.2.1. Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 : transposition de la Directive ERU

Les dispositions de la directive européenne 91/271/CE sur les Eaux Résiduaires Urbaines du 21/05/1991 ont été transposées en droit français dans la loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et les décrets d'application relatifs aux articles 35, 9 et 10 (notamment le décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, modifié par décret n°2 000-318 du 7 avril 2000).

Les articles de cette loi ont été depuis codifiés dans les codes de l'Environnement, de la santé publique, de l'urbanisme et dans le code Général des Collectivités Territoriales, ou abrogés. La **police de l'eau** s'assure de l'application de la réglementation relative à l'eau et incombe pour l'essentiel aux services de l'Etat.

a. Codification de la loi

Les articles 212-1 à 7 du Code de l'Environnement (Livre II : Milieux physiques, Titre premier : Eau et milieux aquatiques, Chapitre III : Planification) prévoient et cadrent la mise en œuvre d'outils de planification de la gestion de la ressource : des **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux** et **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (anciennement article 3 à 6 de la loi sur l'eau, voir chapitre 122).

Les articles L214-1 à 11 (Livre II : Milieux physiques, Titre premier : Eau et milieux aquatiques, Chapitre IV : Activités, installations et usages, section 1 : régimes d'autorisation ou de déclaration) rappellent que **tout rejet ou prélèvement dans le milieu aquatique est soumis à autorisation ou déclaration** (anciennement article 10 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, décret du 29 mars 1993 « Procédures et « Nomenclature »).

L'article L.214-14 précise que les dispositions relatives à l'assainissement sont énoncées au Code de la Santé publique (reprise de l'article 35 et 39 de la loi sur l'eau sur l'assainissement notamment) et au Code des Collectivités Territoriales (reprise de l'article 36 de la loi sur l'eau). La thématique abordée nécessite aussi de faire des liens avec le Code de l'Urbanisme.

b. Extension du champs des compétences obligatoires des communes : des conséquences opérationnelles

☐ Responsabilités en matière de planification : le zonage* d'assainissement

L'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales énonce que les communes délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues **de mettre en œuvre la collecte, le stockage, l'épuration et le rejet et/ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées** ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues **d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement**. Peuvent être classées en zone "non collectif", les zones dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce que cela ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que cela représente un coût excessif ;
- les zones où il est nécessaire, soit de **maîtriser le ruissellement des eaux pluviales**, soit de les traiter avant leur rejet au milieu naturel.

La mise en place de ce zonage doit être l'occasion de **mener une réflexion prospective sur la gestion de l'assainissement** dans la commune, dans le cadre d'un **schéma directeur d'assainissement***. L'échéance est fixée au **31 décembre 2005**.

Remarque 1 : Le zonage lié aux eaux pluviales doit permettre la réalisation d'un état des difficultés liées aux problèmes de la gestion des eaux pluviales et de leur ruissellement ainsi que la prévision des opérations nécessaires au règlement des difficultés existantes.

Remarque 2 : En tant que propriétaire des réseaux d'eaux pluviales, les communes sont tenues de contrôler les rejets tant au plan quantitatif que qualitatif.

❑ Création d'un service public d'assainissement*

En France, l'organisation de la collecte et du traitement collectif des eaux usées domestique et pluviales relèvent des communes et de leurs groupements qui prennent en charge les dépenses relatives :

- à la mise en œuvre et à la maintenance des **systèmes d'assainissement collectif*** et à l'élimination des déchets qu'ils produisent ;
- au **contrôle des systèmes d'assainissement non collectif*** de leur territoire : il s'agit du contrôle des installations existantes (bon fonctionnement, bon entretien) et des nouvelles installations (bonne conception, bonne réalisation). Elles peuvent également prendre en charge les dépenses d'entretien ou de réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif.

Pour appliquer ces obligations, les communes créent un **service public à caractère industriel et commercial** (art.35-4), qui implique la gestion d'un budget autonome équilibré : obligation d'amortir les investissements, financement du service par l'usager. Les services publics d'assainissement non collectif* de contrôle doivent être mis en place **avant le 31 décembre 2005**.

Les collectivités peuvent choisir la **gestion du service de l'assainissement en régie* ou déléguée** à des opérateurs privés.

1.2.2. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie

Les plans d'actions requis par la Directive cadre sur l'eau existent en France depuis la loi sur l'Eau de 1992 au travers de la mise en œuvre des **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.)**, qui fixent les grandes orientations par bassin hydrographique et les **Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (S.A.G.E.)** qui détaillent les mesures de réduction des pollutions par bassin versant*.

Concernant l'assainissement, le S.D.A.G.E. du bassin Seine-Normandie fixe les **orientations** suivantes :

- maîtriser les rejets polluants sur le bassin versant pour assurer l'ensemble des usages (orientation A4),
- préserver les ressources en eaux souterraines et restaurer la qualité des cours d'eau et du littoral.

Il vise un objectif de **réduction coordonnée des flux de pollution** notamment par l'amélioration de l'assainissement des collectivités et par la **maîtrise des rejets en temps de pluie**. Il préconise la mise en œuvre d'actions de **résorption des foyers de pollution persistants prioritaires** et la **réduction des pollutions urbaines de temps de pluie sur des secteurs prioritaires**.

Selon le projet de loi de transposition de la Directive cadre sur l'eau, les **S.D.A.G.E. seront donc modifiés au regard des plans de gestion définis**. Ils devront notamment spécifier comment sont récupérés les coûts liés à l'usage de l'eau, y compris les coûts environnementaux, en distinguant le secteur industriel, le secteur agricole et les usages domestiques. Le public sera associé à leur élaboration, comme exigé aussi par le texte européen.

Le droit national peut être plus restrictif que la réglementation européenne : par exemple, le S.D.A.G.E. fixe des objectifs en terme de déphosphatation y compris pour les agglomération de moins de 10 000eqH.

2. Acteurs

2.1. Services déconcentrés de l'Etat

2.1.1. Préfets

Les **Préfets des départements de l'Orne et du Calvados** animent et **coordonnent la politique de l'eau** en matière de police et de gestion de la ressource, afin de réaliser l'unité et la cohérence des actions déconcentrées de l'Etat. Ils ont **autorité sur tous les services déconcentrés** des différents ministères : DDAF, DDE, DDASS, inspection des installations classées. Ils accordent ou refusent les autorisations au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau et de la réglementation sur les installations classées. Leurs arrêtés précisent en outre les prescriptions applicables à ces installations.

2.1.2. Le pôle de l'eau du Calvados et la Mission Inter Services de l'Eau (MISE) de l'Orne

Le Pôle de l'eau du Calvados et la MISE de l'Orne visent à **améliorer la lisibilité et l'efficacité de l'action administrative** dans le domaine de l'eau. Ils favorisent à l'échelle de leur département respectif une approche globale des questions relatives à l'eau par la coordination des interventions des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS), de l'Equipement (DDE) et de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN) pour l'exercice de leurs missions de police et de gestion des eaux souterraines et de surface.

2.1.3. Direction Départementale de l'Equipement du Calvados et Direction Départementale de l'Agriculture de l'Orne

Services déconcentrés départementaux des Ministères chargés de l'Equipement et de l'Agriculture, la DDE du Calvados et la DDAF de l'Orne assurent la mission de police des eaux à l'échelle de leur département et sur le territoire du SAGE. A ce titre et en matière d'assainissement, leurs services mettent en œuvre la politique nationale et européenne (Loi sur l'Eau et DERU) et **instruisent les dossiers loi sur l'eau et police des installations** (stations d'épuration). Elles ont également une mission de **conseil** et de **maîtrise d'œuvre** auprès des collectivités.

2.2. Mission d'ingénierie et constructeur

La conception et la construction des systèmes d'assainissement collectifs ou individuels requièrent des **compétences techniques spécifiques** pour en garantir l'efficacité. Les bureaux d'études privés et les services spécialisés des D.D.A.F et D.D.E. de l'Orne et du Calvados interviennent sur des missions d'ingénierie dans l'élaboration des projets techniques de construction ou réhabilitation de systèmes d'assainissement collectif ; les équipements en place sur le territoire du S.A.G.E. ont été conçus pour **12%** par des **prestataires privés**, pour **53%** par les **services de la DDE** et pour **35%** par les **services de la D.D.AF.**

Si la construction de systèmes collectifs est réalisée sous maîtrise d'ouvrage publique et sur la base de cahier des charges rigoureux, les particuliers confient la réalisation de leur système autonome* à des artisans locaux, généralement sans études techniques préalables.

Dans leur règlement d'assainissement*, **certaines collectivités imposent aux particuliers la réalisation préalable d'études de diagnostic**, avant la réalisation de travaux de réhabilitation ou de construction de systèmes d'assainissement non collectif neufs.

Le Conseil Général de l'Orne organise avec la Chambre des Métiers de l'Orne des **cessions de formations à la réglementation et à ses prescriptions techniques à l'attention des artisans locaux**. Depuis 2001, 120 artisans ont suivi cette formation.

2.3. Partenariats techniques et financiers

2.3.1. Agence de l'Eau Seine Normandie

L'Agence de l'Eau Seine Normandie est un établissement public, sous tutelle du Ministère en charge de l'Environnement, dont la politique d'intervention est définie dans des programmes pluriannuels. Elle perçoit de la part des industriels, des habitants et des agriculteurs des redevances sur les prélèvements en eau et sur les pollutions émises, et les redistribue sous forme de prêts et de subventions aux maîtres d'ouvrages qui entreprennent des actions de protection du milieu naturel et des ressources en eau, et sous forme de primes au bon fonctionnement des ouvrages d'épuration. Elle apporte des **financements aux travaux d'assainissement mis en œuvre par les collectivités** et dans certaines conditions à des groupes de particuliers s'organisant collectivement pour mener des opérations globales de travaux (raccordements des particuliers sur domaines privés au réseau de collecte, restauration des systèmes d'assainissement non collectif). Si ces aides incitatives peuvent être attribuées de manière ponctuelle, l'Agence de l'Eau développe aussi une **politique de contractualisation pluriannuelle** sur des programmes d'actions et de travaux (contrats territoriaux du bassin du Noireau et de la Rouvre, contrat d'agglomération de Flers).

Dans le cadre de son 8^{ème} programme (2003-2006), sa politique relative à l'assainissement porte **en priorité sur l'incitation à la mise en œuvre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines des agglomérations retardataires** par rapport aux échéances (plus de 10 000 eqH*¹) et des agglomérations plus modestes qui devront être en conformité avant la fin du 8^{ème} programme. La priorité est aussi affichée sur l'amélioration des réseaux d'assainissement pour une **meilleure maîtrise de la pollution par temps de pluie**. L'Agence de l'Eau Seine Normandie a établi un **plan territorial d'actions prioritaires** par sous bassin versant en conformité avec le SDAGE du bassin Seine Normandie et la Directive cadre sur l'Eau. Le plan des Bocages Normands énonce priorités d'actions en matière d'assainissement rappelées dans le paragraphe n°3.2.6.

2.3.2. Conseils Généraux et SATESE de l'Orne et du Calvados

Les Conseils Généraux interviennent au double titre de **partenariat financier et d'accompagnement technique**. Dans le domaine de la programmation pluriannuelle des travaux d'assainissement, les structures maîtres d'ouvrage peuvent bénéficier de subventions complémentaires aux subventions de l'Agence de l'Eau, sur les travaux de collecte et de traitement des effluents domestiques.

¹ Equivalents habitants*

Les **Services d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (S.A.T.E.S.E.) du Calvados et de l'Orne** sont au service des collectivités et des exploitants de stations d'épuration pour des missions de conseil technique sur les thématiques suivantes : diagnostic et suivi du fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif, information des maîtres d'ouvrage, formation des agents exploitants les ouvrages, aide à la mise en place des auto contrôle, suivi agronomique dans le cadre de la valorisation des boues* de stations d'épuration en agriculture, etc..

2.4. Usagers domestiques

Le territoire du SAGE compte **108 000 résidents permanents sur une surface de 1 270 km²**. Le flux brut de pollution généré par cette population, estimé sur la base d'une production de 60 grammes de DBO⁵* par habitants et par jours, est de **6 480 tonnes de DBO⁵* par an**.

La [carte n°1](#) indique que le flux de pollution générée par la population est relativement peu élevé à l'échelle du S.A.G.E.. La majeure partie de ce flux provient du **sous bassin du Noireau**.

- **23 % du flux de pollution domestique** est généré par l'**agglomération Flérienne**, en bordure du **cours amont de la Vère** ;
- les flux les plus élevés sont ponctuellement localisés sur la **tête de bassin** et sur l'**aval du Noireau**, respectivement au niveau des communes de **Tinchebray** et de **Condé-sur-Noireau** ;
- sur le reste du territoire, caractérisé par sa ruralité, la pression polluante domestique varie peu, demeure relativement faible et dispersée, notamment sur les sous bassin de la **Baize** et de la **Druance**.

96 % des communes du territoire du SAGE produisent une charge inférieure à 2 000 équivalents-habitants de DBO⁵, 71% une charge inférieure à 500 eqH²*: l'habitat et le flux polluant associé sont dispersés.

2.5. Collectivités « maître d'ouvrage »

Les communes sont initialement et réglementairement compétentes en matière d'étude, des travaux d'assainissement collectif et de contrôle voir d'entretien des système d'assainissement non collectif. Certaines communes ont ou projettent de déléguer tout ou partie de ces compétences à des établissements publics de coopération Intercommunale (E.P.C.I.).

Les **zonages d'assainissement*** arrêtés ou en cours ont été réalisés sous la maîtrise d'ouvrage :

- de 10 structures intercommunales, représentant 57% des communes du territoire du S.A.G.E. (voir [annexe 3](#)) : cinq communautés de communes, une communauté d'agglomération, un syndicat d'étude et deux syndicats d'eau et d'assainissement ;
- de 60 communes n'ayant pas déléguée leur compétence à un groupement.

² équivalent habitant*

Des **études préalables et travaux d'assainissement collectif** (réseaux et stations) ont été réalisés sur 18% des communes du territoire du S.A.G.E., sous la maîtrise d'ouvrage de 22 communes et de 4 E.P.C.I..

La délégation des compétences assainissement à des structures intercommunales est présentée dans le tableau n°1 et précisé en annexe 3, les travaux et opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique sont figurés sur la carte n°2.

Tableau n°1 : Délégation des compétences assainissement à un E.P.C.I.

Etablissements publics de coopération Intercommunale	Compétences déléguées par les communes adhérentes		
	Etude de zonage planification	Etude et travaux d'assainissement collectif	Contrôle de l'assainissement non collectif
Syndicat d'Etude la Porte est de la Suisse Normande			
Communauté de Communes de la Suisse Normande			
Syndicat d'eau et d'assainissement de la vallée d'Hamars			
Syndicat d'eau et d'assainissement de Belle Fontaine			
Syndicat de Fresne Monsecret			
Syndicat intercommunal de la Muance			
Communauté de Communes de la Visance et du Noireau			
Communauté de Communes du Pays de Tinchebray			
Communauté d'Agglomération du Pays de Flers			
Communauté de Communes du Pays de Briouze			
Communauté de Communes du Bocage d'Athis			

20% des communes du S.A.G.E. ont délégué leur **compétence « contrôle des systèmes d'assainissement collectif »** à deux communautés de communes et une communauté d'agglomération. Les deux communautés de communes ont mis en place leur service public d'assainissement non collectif. Trois communes ornaies mettent en œuvre cette obligation par prestation de service de bureau d'étude ou par convention de mise à disposition des techniciens du service d'une des deux E.P.C.I. pré citées.

80% de communes ayant à ce jour conservé leur compétence devront créer leur service public avant le 31 décembre 2005.

3. Assainissement des eaux usées domestiques

3.1. Zonages d'assainissement

La [carte n° 3](#) présente l'état d'avancement 2002 des zonage d'assainissement : en 2002, **90 % du territoire du S.A.G.E. est zoné ou fait l'objet d'une démarche d'élaboration de zonage d'assainissement** ; les communes qui n'ont pas encore engagé la démarche devront réaliser leur zonage avant le 31 décembre 2005. Dans le département de l'Orne, les études sont réalisées sous maîtrise d'œuvre du Conseil Général.

Les propriétaires d'habitation situées en zone d'assainissement collectif ont **l'obligation de se raccorder au système d'assainissement collectif** lorsqu'il existe, dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du système.

Les propriétaires d'habitation située en zone d'assainissement non collectif ont **l'obligation de disposer d'un système d'assainissement autonome en bon état de fonctionnement**.

3.2. Assainissement collectif

Les territoires communaux d'Urville, de Saint-Germain-le-Vasson, Ussy, Mutrécy et Evrecy (14) sont communs aux deux territoires de S.A.G.E. Orne moyenne et Orne aval Seulles. L'unité de Mutrécy est prise en compte sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, les autres unités sont prises en compte dans le cadre de l'état des lieux de ce territoire du S.A.G.E. Orne aval Seulles.

3.2.1. Définition et réglementation spécifique

L'assainissement collectif est caractérisé par un système constitué d'un **réseau* de canalisation** recueillant et acheminant les eaux usées résiduaires (d'origine domestique dans le cadre de ce document de travail) vers une **station de traitement**, réalisé sous **maîtrise d'ouvrage publique**.

Les ouvrages d'assainissement collectif entrent dans le **régime de déclaration ou d'autorisation** par les rubriques 5.1.0 (stations d'épurations) 5.2.0 (déversoirs d'orage situés sur les réseaux d'égouts) et 5.4.0 (épandages d'effluents et de boues) depuis la parution du décret n° 73-218 du 29 mars 1993.

Ces rubriques fixent des seuils d'autorisation ou de déclaration qui prennent en compte l'ensemble des sources de pollution apporté par ces ouvrages, notamment les pollutions de type industrielle susceptible d'influencer les boues, ainsi que l'influence des ouvrages et des rejets sur le niveau et l'écoulement des eaux.

Les **stations recevant un flux journalier supérieur à 2 000 équivalents habitant sont soumises à autorisation** : c'est à ce même seuil que les collectivités sont tenues de collecter et traiter leurs eaux usées (décret du 3 juin 1994).

Pour les ouvrages existants avant la parution du décret de mars 1993, les autorisations de rejet sont assimilées aux autorisations ou déclarations, sans que les services communaux n'aient à effectuer de démarche. Lorsque que ces autorisations de rejet disposent d'une échéance, la procédure d'instruction de demande d'autorisation type loi sur l'eau est effectuée au terme de l'autorisation.

Sur les **35 systèmes d'assainissement du territoire** :

- **25** relèvent réglementairement et techniquement de l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées pour les stations de **plus de 2000 équivalents-habitants** ;
- **10** relèvent réglementairement et techniquement de l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dans les communes ayant une station de **moins de 2000 équivalents-habitants**.

La [carte n°4](#) présente les unités de collecte et de traitement du territoire du S.A.G.E..

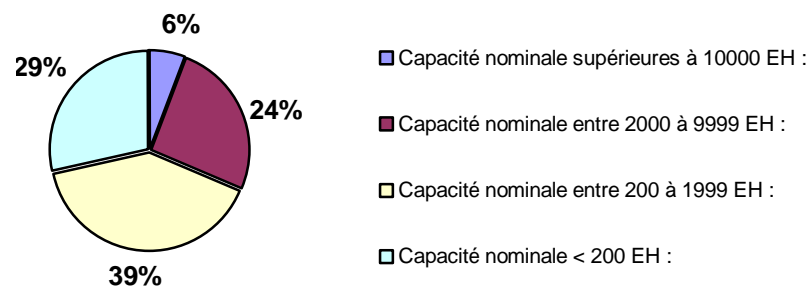
3.2.2. Description du parc de stations d'épuration

En 2002, 35 stations d'épuration d'une capacité théorique de traitement (dite capacité nominale) totale de **109 220 équivalents habitants** ont traité une charge effectivement reçue estimée à environ 60 000 équivalents-habitants (chiffre à affiner).

Le parc de stations compte :

- **24** stations de capacité théorique inférieure à 2 000 équivalents-habitants ;
- **9** stations de capacité théorique située entre 2 000 et 10 000 équivalents-habitants ;
- **2** stations de capacité théorique de plus de 10 000 équivalents-habitants.

Graphique n° 1 : Capacité théorique de traitement du parc de stations d'épuration en nombre de station



Il n'existe **pas de station de capacité supérieure à 60 000 équivalents-habitants** : les 3 stations les plus importantes sont situées sur le sous-bassin du Noireau (Agglomération de Flers, Condé sur Noireau et Tinchebray) pour 75% de la capacité globale de traitement.

Les stations sont généralement de petites unités de traitements. **68 % des stations ont une capacité nominale inférieure à 2 000 équivalents-habitants**. Leur dimensionnement représente 10 % de la capacité de traitement du SAGE.

29% des stations sont inférieures à 200 équivalents-habitants : elle se situent sur le sous-bassin de la Rouvre, sauf les plus petites unités (50 eqH chacune) sur la Visance.

a. Nombre d'habitations ou de personnes raccordées (données INSEE en attente)

La charge effectivement collectée par les stations (60 000 équivalents habitants) est une donnée qui ne permet pas de déterminer en précision le nombre de foyers d'habitation raccordés à un système de collecte, car le nombre d'équivalent habitant mentionné résulte de l'analyse qualitative des flux arrivant en station ; ces flux comprennent les eaux usées domestiques produites par les habitations, mais aussi les eaux usées domestiques produites par les entreprises raccordées.

Aucun recensement exhaustif du nombre de foyers raccordé à un système d'assainissement collectif n'est encore à disposition de l'Institution : les données présentées sur la [carte n°5](#) sont issues du recensement communal réalisé par l'INSEE en 1998. Ces données permettent d'estimer des pourcentages par commune de foyers raccordés à un système d'assainissement collectif : plus de 95% des logements de Flers, de Tinchebray, de Condé sur Noireau, de Fresnes et de Monsecrét sont déclarés raccordés. Cette carte fait aussi état de la faible part de l'assainissement collectif sur le sous bassin de Druance, sur la tête de bassin de la Rouvre et de l'inexistence d'assainissement collectif sur la Baize.

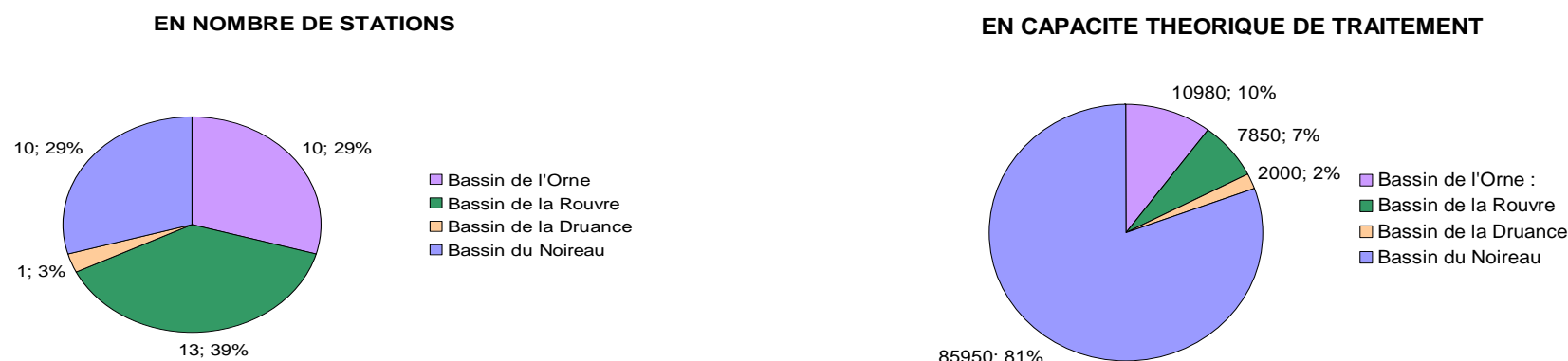
b. Localisation

Sans surprise, [la carte n°1](#) et les deux graphiques ci- dessous montrent que les stations se situent préférentiellement dans la zone de plus forte concentration de population.

Le **sous-bassin du Noireau** dispose de la plus grande capacité de traitement. Les eaux usées domestiques produites par les bourgs agglomérés situés en bordure du cours de l'Orne sont généralement collectées et traitées (Clécy, Thury Harcourt, Pont d'Ouilly). Les **sous bassin de la Baize et de la Druance**, caractérisés par une très faible densité de population, ne sont quasiment pas équipés : il n'existe aucune station de traitement sur le bassin de la Baize. Seule la commune de Vassy dispose d'un système de collecte sur la Druance.

45% des communes du bassin de la Rouvre sont équipées d'un système collectif pour les eaux usées des bourgs agglomérés : la particularité de ce sous bassin est d'être équipé d'un parc important de stations mais de petite capacité (moins de 200 équivalents-habitants).

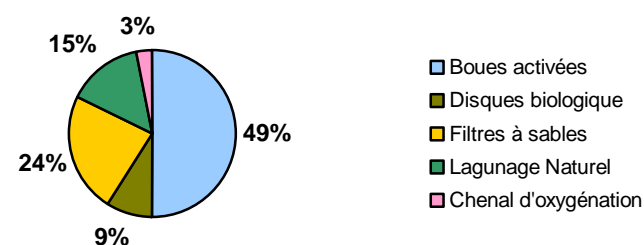
Graphique n°2 : Localisation des ouvrages de traitement



c. Typologie

La technique d'assainissement collectif de type « **boue activée** » est mise en œuvre sur **50 % du parc** et concerne **87% de la capacité globale de traitement** du territoire. La technique concerne des unités de traitement de plus de 1 000 eqH, la presque totalité des unités de plus de 2 000 eqH (excepté pour Athis-de-l'Orne et de Saint-Rémi-sur-Orne) et les deux ouvrages de plus de 10 000 eqH.

Graphique n° 3 : Typologie des techniques de traitement des eaux usées en nombre de stations



5 systèmes d'assainissement par lagunages naturels, de capacité variant de 350 à 2 000 équivalents habitants, sont mis en œuvre sur le territoire calvadosien du S.A.G.E.. Les autres systèmes (filtres à sables, lits plantés de roseaux, disques biologiques) sont essentiellement utilisés pour des unités de traitement de petites tailles. Les systèmes de filtres sont situés sur le bassin de la Rouvre.

d. Age du parc

59 % du parc a moins de 10 ans et a été construit sous la réglementation de la Loi sur l'eau de 1992. Les **stations les plus anciennes** sont celles des bourgs de Vassy (1975), Pont d'OUILLY (1978), Condé-sur-Noireau (1978) et d'Athis-de-l'Orne (1979) : elles collectent une **pollution effective de 9 350 équivalents habitants** pour une capacité nominale de 20 000 équivalent habitants (18% de la capacité théorique de traitement du S.A.G.E.).

La **station la plus importante** (60 000 EH), celle de l'agglomération flérienne, date de 1999, ce qui explique que le parc des stations récentes représentent **65 % de la capacité théorique globale de traitement** du territoire du SAGE.

Notons que des travaux d'amélioration sont en cours sur le système d'Athis-de l'Orne et de Condé-sur-Noireau : ces projets sont présentés au paragraphe 3.2.6.

e. Efficacité des stations : rendements des traitements

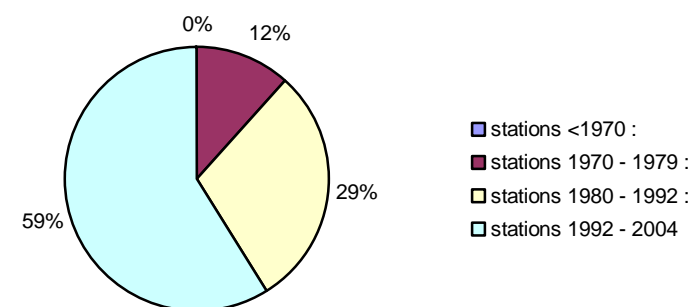
Les **rendements sur les matières oxydables sont globalement corrects** pour toutes les stations de plus de 2000 EH (excepté pour Croisilles et Pont d'OUILLY).

Les performances épuratoires des stations d'épuration de plus de 2000 EH pour l'azote réduit et le phosphore sont présentées dans le graphique ci- contre.

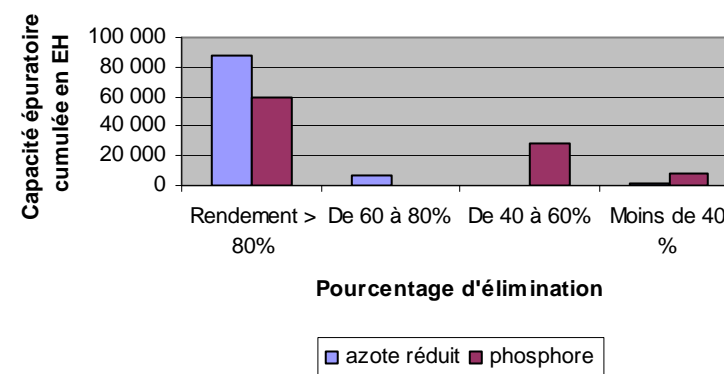
Les **rendements pour l'azote réduit sont assez bons** et tous supérieurs à 60%. Signalons que les stations de plus de 10 000 EH sont équipées d'un système de dénitrification. Les **rendements pour le phosphore sont nettement moins efficaces voir mauvais** à l'exception de la station de Flers (équipée d'unité de déphosphatation).

L'**annexe 4** présente les rendements épuratoires azote réduit et phosphore de l'année 2000 par stations de plus de 2 000 EH.

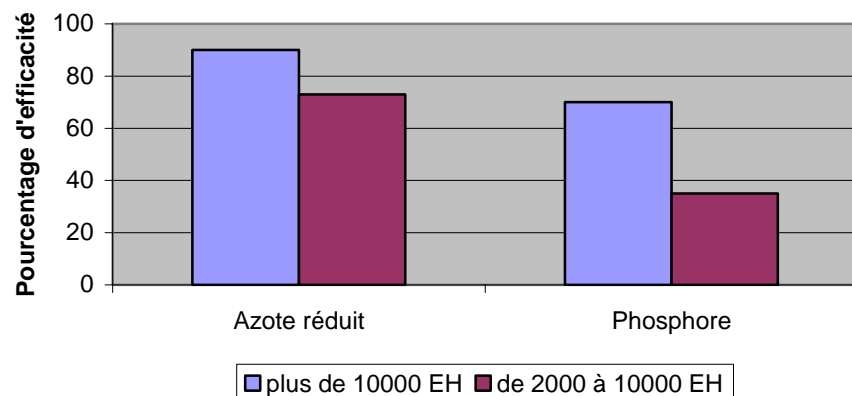
Graphique n° 4 : Age du parc en nombre de stations



**Graphique n°5 : Performances des stations de plus de 2000 EH
Données 2000**



Graphique n°6 : Efficacité des stations par classe de capacité



Le graphique ci-contre montre que les stations de plus de 10 000 eqH présentent de bons rendements pour l'azote et de meilleurs rendements pour le phosphore que les stations de plus petite taille.

Si les rendements (matières oxydables, azote réduit) sont correctes pour les grandes stations, les flux entrant en station et rejetés au milieu sont aussi très élevés : les **flux d'azote réduit des stations de forte capacité sont de ce fait importants** et sans comparaison avec les flux des petites stations même à rendement épuratoire inférieur.

Les **petites stations, situées notamment en tête de bassin cumulent leur flux**, qui peut présenter (plus particulièrement en période d'**étiage**) une incidence non négligeable sur le milieu.

3.2.3. Unités de collecte

23 % des communes du territoire du S.A.G.E. disposent **sur une partie de leur territoire d'un système d'assainissement collectif** recueillant les eaux usées domestiques de zones d'habitat concentré.

32 systèmes ont une **emprise communale** et collectent généralement les effluents du bourg aggloméré de la commune ou d'un hameau (pour un cas) : la maîtrise d'ouvrage du réseau et de l'unité de traitement est alors communale. Le système d'assainissement de Condé sur Noireau (14) collecte une partie des eaux usées domestiques du bourg et des hameaux périphériques au bourg de Saint Pierre du Regard (61). La réalisation des ouvrages et leur entretien n'est pas portée par une intercommunalité groupant les deux communes : la commune de Condé sur Noireau et la communauté de communes du Bocage d'Athis (pour Saint-Pierre-du-Regard) sont maîtres d'ouvrage des ouvrages de collecte et participe au pro rata de son utilisation aux dépenses d'investissement et de fonctionnement de l'ouvrage de traitement. Le système d'assainissement collectif de la communauté d'agglomération du pays de Flers collecte les eaux usées domestiques des bourgs agglomérés de 6 communes de l'agglomération et de la ville de Flers, situées sur le territoire du S.A.G.E.. Le système d'assainissement du bourg d'Athis-de-l'Orne collecte les eaux usées domestiques du bourg de Sainte-Honorine-la-Chardonne : les dépenses d'investissement et de fonctionnement du système sont assurées par l'intercommunalité.

Le **flux acheminé jusqu'aux stations est estimé via les analyses des SATESE à 53% de la capacité globale de traitement**. La station de Cesny-Bois-Haboult arrive à saturation (97% de sa capacité nominale).

3.2.4. Flux des déchets issus du traitement des eaux usées domestiques

Les systèmes d'assainissement collectif génèrent différents types de résidus, appelés boues résiduaires*, en fonction des techniques utilisées.

a. Résidus de curage des lagunes naturelles

Cinq lagunes sont concernées, pour une capacité théorique de traitement de **52 150 équivalents-habitants** et une capacité et une charge effective de **2 080 équivalents habitants** en 2002.

Ces ouvrages sont **curés environ une fois tous les dix ans**. Cette opération fait l'objet d'un régime réglementaire fonction de la production de matière à curer :

- de 3 à 8 tonnes de matières sèches produites, les opérations de curage sont soumises à déclaration : les 5 stations sont concernées ;
- plus de 8 tonnes de matières sèches, les opérations de curage sont soumises à autorisation.

Les opérations de curage des cinq stations **sont soumises à déclaration**.

Tableau n°2 : Boues de curage des lagunes

Stations	Localisation	Année de construction	Capacité nominale Equivalents habitants	Opérations de curage
SAINTE HONORINE DU FAY	ORNE	1996	1200	2002/2003
SAINT DENIS DE MERE	NOIREAU	1991	1000	Plan à l'étude - 2004
FRESNAY LE VIEUX	ORNE	1994	350	2001
CESNY BOIS HALBOULT	ORNE	1982	600	Données non connues
SAINT REMI SUR ORNE	L'Orne	1989	2000	2004

b. Boues des stations d'épuration

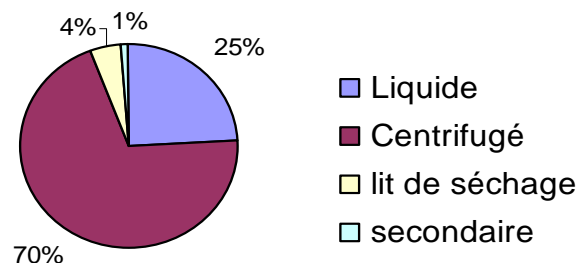
Les divers procédés d'épuration des eaux usées entraînent la production de boues. Ces boues sont constituées de substances organiques et minérales. Suivant les traitements physiques ultérieurs qu'on leur fait subir, les boues se présentent de la manière suivante :

- les boues liquides, avec une teneur en matière sèche allant jusqu'à 10 %,
- les boues pâteuses, avec une teneur en matière sèche comprise entre 10 et 20 %,
- les boues solides, avec une teneur en matière sèche supérieure à 20 %.

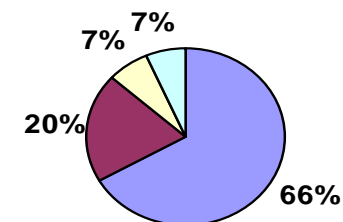
Toujours en fonction de ces traitements, leur qualité microbiologique varie.

19 stations produisent régulièrement des boues ; le tonnage de boues estimé à **environ 700 tonnes de matières sèches annuelles** (S.A.T.E.S.E., 2002). Ces déchets sont valorisés en agriculture par le biais de plans d'épandage. 77% de ce tonnage provient des stations suivantes : de Flers (65%) et Condé-sur-Noireau (12%) (voir **annexe 5**). La part de boues issues des petites unités est généralement liquide et non traitées.

Graphiques n° 7 : Type de traitement des boues en fonction de la charge de pollution effective



en fonction du nombre de station



La majeure partie des stations (dont deux des plus grandes unités : Tinchebray ou Condé sur Noireau) produit des **boues liquides**. Les plus grands tonnages subissent généralement des traitements : les stations de **Flers, Saint-Georges-des-Groseillers et Saint-Pierre-d'Entremont traitent leurs boues par centrifugation** et obtiennent une texture de boues plus solide. Les boues de Flers sont chaulées.

Les S.A.T.E.S.E. du Calvados et de l'Orne estiment que les productions effectives sont quantitativement inférieures à ce qu'elles devraient être. La **trop faible production de boues du système d'assainissement de Pont d'Ouilly** est révélatrice d'un **dysfonctionnement**.

3.2.5. Dysfonctionnement identifiés et performance des systèmes existants

Les S.A.T.E.S.E. de l'Orne et du Calvados assurent le suivi des stations d'épuration et constatent un certain nombre de dysfonctionnement qui se traduisent par des performances variables des systèmes d'assainissement du bassin. La [carte n°6](#) présente le niveau de performance estimé.

a. Performances des stations et réseaux, respect des objectifs de qualité

Pour les zones de collecte de plus de 10 000 équivalents-habitants, sur les 2 sites recensés :

- la station de l'agglomération Flérienne fonctionne bien, le réseau de collecte fonctionne bien mais doit être achevé ;
- les performances de la station et du réseau de Condé-sur-Noireau sont insuffisantes et génèrent une altération sur le milieu récepteur du point de vue du phosphore : des travaux sont en cours sur le réseau, la station devrait être renouvelée d'ici 2006.

Pour les zones de collecte de 2 000 à 10 000 équivalents-habitants, sur les 9 sites recensés, 3 unités relativement anciennes nécessitent une mise en conformité :

- 6 sites sont satisfaisants du point de vue des réseaux et des stations ;
- 1 site actuellement non conforme du point de vue réseau et station est en cours de renouvellement : une nouvelle station devrait fonctionner en 2 004 (Athis-de-l'Orne) ;
- 2 site est satisfaisant du point de vue station mais insuffisant du point de vue réseau (Tinchebray, Mutrécy) ;
- 1 site est satisfaisant du point de vue réseau mais insuffisant du point de vue station : ses rejets génèrent une altération du milieu récepteur du point de vue azote et du phosphore (Vassy).

Pour les zones de collecte de moins de 2 000 équivalents-habitants, sur les vingt quatre sites recensés, le site de Pont d'Ouille n'est pas conforme d'un point de vue réseau et station : des travaux sont en cours sur le réseau.

Les objectifs de qualité sont cependant dans l'ensemble respectés.

La collecte **d'eaux claires parasites** (mauvais branchements de pluvial, météorologique ou remontée de nappes) est une problématique identifiée sur **50% des systèmes**, sans pour autant que soient constatées systématiquement des conséquences dommageables sur l'épuration des effluents* et le milieu. Par temps pluie, le fonctionnement globale des systèmes de Vassy, Mutrécy, Athis-de-l'Orne et Saint-Denis-de-Méré en est affecté.

Des **diagnostics de réseau** ont été réalisés récemment sur les systèmes de collecte de Pont d'Ouille, Condé-sur-Noireau et Bellou-en-Houlme. Ils sont en cours à Thury-Harcourt et de Vassy. Les diagnostics de Pont d'Ouille et Condé-sur-Noireau ont été suivis de travaux sur les réseaux.

Des **rejets ponctuels de matières non autorisés** dans les réseaux (matières de vidange, graisses,etc.) perturbent ponctuellement le fonctionnement du système d'assainissement du bourg de la Carneille.

b. Exploitation

L'entretien des systèmes d'assainissement est dans l'ensemble réalisé de manière **correcte et soignée** par les maîtres d'ouvrage ou leurs prestataires de service lorsque l'exploitation du système est déléguée. La qualité de l'exploitation des systèmes d'assainissement de Pont d'Ouilly et de Vassy pourrait cependant générer des impacts dommageables à la performance des équipements.

3.2.6. Recensement des projets connus et priorités d'actions

Le plan d'actions prioritaires de l'Agence de l'Eau fait état de travaux en cours, de travaux qui seront réalisés d'ici 2006 et de travaux à inciter sur le territoire. Sont mentionnés au plan :

- pour les stations de moins de 10 000 équivalents-habitants, le renouvellement en cours de l'unité de traitement **d'Athis de l'Orne**, les travaux à inciter sur les points noirs de **Tinchebray, Vassy** et **Pont d'Ouilly** ;
- pour les stations de plus de 10 000 équivalents-habitants, des travaux programmés avant 2006 sur l'unité de **Condé-sur-Noireau**.

Les projets de travaux à court terme sont présentés sur la [carte n° 7](#) et rappelés dans le tableau suivant :

Tableau n°3 : Projets de travaux d'assainissement collectif – Etat 2002

Situation	Projet	Année
Condé sur Noireau (plus de 15 000 EH)	Amélioration du traitement et de la collecte (en cours)	2003
Thury Harcourt (2000 à 10 000 EH)	Réhabilitation du système	En cours
Bourg et hameaux de Saint Pierre du Regard	Extension du réseau vers la station de Condé sur Noireau (en cours)	2003
Pont d'Ouilly (Moins de 2 000 EH)	Réhabilitation du système	En cours
Bourg d'Athis de l'Orne (plus de 2 000 EH)	Construction d'une nouvelle station d'épuration (en cours)	2004
Bourg de Ménil Hubert sur Orne (Moins de 2 000 EH)	Collecte et traitement des effluents du bourg	2004
Bourg de Sainte Opportune (Moins de 2 000 EH)	Collecte et traitement des effluents du bourg	2004
Hameau du Haut Buat, Athis de l'Orne	Extension de réseau, raccordement du hameau à la station d'Athis de l'Orne	2005
Bourg de Berjou (Moins de 2 000 EH)	Extension de réseau, raccordement à la station d'Athis de l'Orne	2005
Ménil Hubert sur Orne, hameau de Rouvrou (Moins de 2 000 EH)	Collecte et traitement des effluents du hameau et du camping	2005

Des travaux de réhabilitation sont prévus ou en cours sur :

- une unité sur les deux de plus de 10 000 équivalents habitants,
- deux unités sur huit de 2000 à 10 000 équivalents habitants,
- une unité sur vingt quatre de moins de 2 000 équivalents habitants.

Trois créations de systèmes et trois extensions de réseau sont prévues sur des zones de collecte de moins de 2 000 équivalents habitants.

En résumé ...

Le **fonctionnement des systèmes du cours principal de l'Orne satisfait globalement aux exigences des normes de rejet**.

Plusieurs stations restent cependant **sensibles à la collecte des eaux claires parasites** et garantissent difficilement un traitement fiable en temps de pluie.

La **vétusté générale du système d'assainissement de Pont d'Ouilly** induit des performances très insatisfaisantes du point de vue de l'altération nitrate et phosphore.

Sur le bassin du Noireau, le **fonctionnement des équipements situés sur la Vère est satisfaisant**. La presque totalité des stations en bordure du cours principal du Noireau est sensible à la collecte des eaux claires parasites mais garantit cependant un traitement correcte par temps de pluie. La performance du système de Condé-sur-Noireau est insatisfaisante et nécessite la réalisation de travaux, dont certains ont d'ores et déjà été réalisés au niveau du réseau. Ce point est d'autant plus important qu'une extension du réseau est en cours sur l'aire de collecte du système, au niveau du bourg et de trois hameaux de la commune de Saint-Pierre-du-Regard. La performance de la station de Vassy sur la Druance est insuffisante.

Il n'y a pas de systèmes d'assainissement sur le **bassin de la Baize**.

Sur le **bassin de la Rouvre**, les systèmes fonctionnent relativement bien, les **normes de rejets sont respectées** sur les petites unités de traitement. Les installations les plus récentes font l'objet d'opérations globales de raccordement au réseau, ce qui devrait garantir une collecte correcte des effluents usés. La station d'Athis-de-l'Orne vétuste et engendrant une altération phosphorée du milieu, est en cours de remplacement.

3.3. Assainissement non collectif

Les zones qui ne seront jamais desservies par un système de collecte public sont définies dans les zonages d'assainissement. Les services publics d'assainissement non collectif en place ou à créer avant le 31 décembre 2005 devront mettre en oeuvre des moyens de contrôle relativement importants. A la mise en oeuvre des services publics d'assainissement non collectifs la typologie du parc sera mieux connue.

3.3.1. Définition et réglementation spécifique

L'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif donne la définition suivante : *« tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement , l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».*

Le terme « Assainissement non collectif » mentionné par le code général des collectivités territoriales doit être considéré comme équivalent à celui d' « assainissement autonome » mentionné par le Code de la santé publique. Cette définition est fondée sur les obligations des particuliers inscrites à l'article L43 du Code de la santé publique.

Selon l'arrêté, les installations relèvent du collectif ou du non collectif en fonction de l'existence ou non d'une obligation de raccordement au réseau public. Le cas particulier d'un assainissement regroupé à l'échelle d'un hameau ou d'un groupe d'habitation peut être mentionné : il peut relever de l'assainissement collectif lorsque le réseau est réalisé sous maîtrise d'ouvrage public et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire. Cette distinction engendre des différences d'obligations de l'utilisateur (raccordement, paiement de redevance dans le premier cas, mise en oeuvre et entretien dans le second).

Les immeubles non raccordés au réseau public doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement (Art L. 33 du code de la Santé publique).

Les communes sont responsables du contrôle des installations d'assainissement non collectif et doivent créer pour assurer cette mission un service public géré financièrement comme un service public à caractère industriel et commerciale (art L 2224-11 du CGCT) avant le 31 décembre 2005.

Les agents des services d'assainissement ont un droit d'accès aux propriétés privées pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service (art L 1331-31 du Code de la Santé Publique).

Les modalités de contrôle et d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif sont définies par les arrêtés du 6 mai 1996 et les travaux de construction ou de réhabilitation doivent se conformer aux préconisations du Document Technique Unifié 64.1. La circulaire du ministère de l'environnement du 22 mai 1997 précise la mise en oeuvre de ces dispositions.

3.3.2. Présentation du parc et estimation du flux polluant

Il n'existe pas d'évaluation fine du nombre de foyers concernés par l'assainissement non collectif, du volume et du devenir des matières de vidange produite à l'échelle du SAGE. La [carte n°5](#) présente par commune une estimation du pourcentage de foyers concernés par l'assainissement collectif qui par déduction donne aussi une estimation de la part du non collectif.

3.3.3. Estimation du volume de déchets produits

Cette donnée est difficile à chiffrer pour les raisons suivantes :

- beaucoup d'habitations ne disposent d'aucun système, la taille, le fonctionnement et l'état du parc d'équipement ne sont pas connus, car situés sur domaine privé,
- la fréquence des vidanges des ouvrages est variable,
- la destination des matières n'est pas facile à connaître : la prise en charge directe par les agriculteurs et l'épandage sur sols cultivés s'effectue sans plan d'épandage (même remarques pour les sociétés qui ne font pas de plans d'épandage).

Le volume annuel potentiellement produit sur le territoire du SAGE pourrait cependant être estimé à partir de **données INSSE** (inventaire communal de 1998) mentionnant la **part des logements raccordés à l'assainissement collectif**. La part de logement par commune desservie par un assainissement non collectif est alors estimable. Cette part serait à ramener à un pourcentage de population par commune. Avec un **ratio de 3 m3 de matières de vidange produit par 4 personnes par an** et considérant la période entre deux vidanges à 3 ans, le gisement potentiel de déchets pourrait être obtenue en **m³ par an**. Les données de l'INSEE dont l'Institution dispose à ce jour sont des classes de pourcentage de logement raccordés, par commune : des chiffres précis par commune permettrait une estimation.

On peut envisager une **augmentation prochaine des flux à traiter** en station pour les raisons suivantes :

- la mise en œuvre du contrôle voir de l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif par les collectivités et l'organisation de la filière d'élimination devraient engendrer à moyen terme un effort de transparence et générés des volumes importants à traiter sur les stations,
- les professionnels souhaitent majoritairement éliminer les déchets en station, du fait des contraintes de l'épandage agricole et du stockage intermédiaire.

Ces perspectives sous entendent la **nécessité d'aménager des équipements spécifiques supplémentaires** sur les stations existantes, la prise en compte de la problématique dans les projets de construction ou de réhabilitation de station et tant que possible à une échelle assez locale pour limiter les coût de transport.

3.3.4. Efficacité des traitements et qualité du parc existant

L'état de fonctionnement et le niveau de conformité des équipements en place sont mal connus. Cette situation devrait s'améliorer une fois la mise en place des services de contrôle de la bonne conception, du bon fonctionnement et du bon entretien des systèmes d'assainissement non collectif.

A titre d'exemple, la Communauté de Communes du Bocage d'Athis a d'ores et déjà contrôlé depuis 2002 les systèmes d'assainissement non collectif d'une dizaine de ses communes adhérentes. Cette opération fait état du constat suivant : environ **80% du parc d'habitations concernées par l'assainissement non collectif, est mal ou non équipé**, les eaux usées domestiques ne sont pas maîtrisées avant rejet au milieu naturel. Les systèmes d'assainissement effectivement en place et même les plus récents sont souvent inadaptés à la nature du sol en place ou mal dimensionnés. L'entretien des ouvrages de pré traitement apparaît très irrégulière.

3.3.5. Mise en œuvre des services publics d'assainissement non collectif (SPANC)

Les services publics d'assainissement non collectif doivent être créés avant le 31 décembre 2005 sur les territoires zonés en non collectif.
16 % des communes du S.A.G.E. bénéficient du service, depuis 2002.

Les **communautés de communes du Bocage d'Athis** et du **Pays de Briouze** assurent le contrôle des systèmes d'assainissement sur leur propre territoire et encadrent des programmes de réhabilitation de systèmes en assistant techniquement et financièrement les particuliers maîtres d'ouvrage. **Deux communes** bénéficient par le biais de convention des services en place (Saint-Georges-d'Annebecq, Sainte-Honorine-la-Guillaume). La presque totalité du bassin de la Rouvre est concerné. La commune de **Saint Paul** a créé son service en 2003.

Ces SPANC assurent le **contrôle de la bonne conception des installations neuves, du bon fonctionnement et du bon entretien des installations d'assainissement non collectif existantes**, d'un parc estimé à 2700 foyers répartis sur 30 communes rurales du bassin de la Rouvre et une commune du Noireau. Les deux Communautés de Communes concernées ont chacune recruté un technicien spécialisé qui assure le fonctionnement technique du service, financé par la redevance perçue auprès des usagers. La Commune de Saint Paul confie la prestation à un bureau d'étude privé.

Certains Etablissements Publics de Coopération Intercommunale réfléchissent à la prise de cette compétence et à l'organisation intercommunale de l'obligation qui en découle. On recense actuellement **5 projets de création de service** :

- une trentaine de communes sur le Noireau, à l'échelle de la **communauté d'agglomération du Pays de Flers** et des **communautés de communes de la Visance et de Tinchebray** ;
- environ quarante cinq de communes sur l'Orne à l'échelle des **communautés de communes de la Suisse Normande** et du **Val d'Orne**.

La Communauté de Communes du Pays de Tinchebray a lancé pour le compte de ses communes adhérentes une étude visant à organiser l'obligation de contrôle : chaque commune resterait maître d'ouvrage de son propre service public, dont le fonctionnement s'effectuerait en affermage avec un prestataire commun.

40 % des communes doivent initier une réflexion sur la mise en œuvre de leur SPANC.

3.3.6. Mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif existant

Des **opérations globales de mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif** ont lieu sur les territoires des communautés de communes du Bocage d'Athis et du Pays de Briouze et sur la commune de Saint Paul depuis 2001. Ces opérations de réhabilitation s'effectuent à l'échelle communale, à l'issue d'un diagnostic global des installations et moyennant un engagement de travaux concernant 80% du parc à mettre en conformité. Les travaux sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage privé, chaque particulier missionnant son propre artisan. Le contrôle des projets et des travaux est réalisé par les services publics en place sur ce territoire.

En résumé

Le parc des installations d'assainissement non collectif est **actuellement difficile à décrire** : aucune donnée ne permet de chiffrer le nombre de logements concernés. La mise en place progressive des Services Publics d'Assainissement Non Collectif, conformément à la réglementation, permettra de mieux connaître le parc d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

Des structures intercommunales et des communes réfléchissent, se mobilisent et s'organisent pour assurer **l'obligation de contrôle de systèmes d'assainissement non collectif avant l'échéance réglementaire du 31 décembre 2005**. Des Etablissements Publics de Coopération Intercommunal de l'Orne mettent en œuvre en collaboration avec le Conseil Général de l'Orne et l'Agence de l'Eau des opérations complémentaires à la mission de contrôle, d'assistance technique et financière à la réhabilitation du parc de systèmes d'assainissement autonome.

Ces réflexions devront prendre en compte la **gestion du volume de déchets issus du traitement individuel des eaux usées domestiques**.

3.4. Filières d'élimination et de valorisation des déchets de l'assainissement

Le fonctionnement des systèmes d'assainissement des eaux usées domestiques (collectifs ou non collectifs) génère différents types de résidus en quantité variable, dont la collecte, la valorisation et l'élimination sont **réglementées au titre de la législation sur les déchets**. Des filières doivent donc s'organiser localement pour prendre en charge ce flux polluant.

3.4.1. Responsabilité de gestion

La **responsabilité de la bonne élimination de ces déchets incombe à leur producteur** : la collectivité maître d'ouvrage en matière d'assainissement collectif et le particulier en matière d'assainissement non collectif. En matière d'assainissement non collectif, la législation donne la possibilité aux collectivités locales de **prendre en charge l'entretien de système et l'élimination des déchets produits**. Il ne s'agit pas d'une compétence obligatoire cependant le service public d'assainissement non collectif peut prévoir d'apporter ce service à ses usagers. Ce faisant, la collectivité fait le choix de garantir une bonne gestion des déchets de l'assainissement non collectif, salubre par l'environnement et la santé publique. Les déchets produits sont de natures et de niveau polluant variés: le mode et la fréquence de leur collecte puis traitement dépend de leur stabilité et de leur texture.

A l'échelle du S.A.G.E., aucune collectivité n'a encore pris cette compétence optionnelle d'entretien.

3.4.2. Synthèse des déchets produits et des filières existantes

a. Boues de stations d'épuration

Les boues sont **soumises aux dispositions générales aux déchets** et aux **dispositions spécifiques aux boues**. Leur épandage est au nombre des activités entrant dans le champ d'application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau, soumise à autorisation ou déclaration.

Leur élimination ou leur valorisation en agriculture sont cadrées par :

- le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, qui définit les conditions dans lesquelles sont épandus sur les sols agricoles, forestiers ou en voie de reconstitution ou de re végétalisation les boues, elles mêmes définies comme étant les sédiments résiduels des installations de traitement ou de prétraitement biologique, physique ou physico-chimique des eaux usées,
- l'arrêté du 8 janvier 1998 fixe les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les opérations d'épandage sur sols agricoles de boues issues du traitement des eaux usées, en application du décret du 8 décembre 1997 ;

Les boues produites à l'échelle du S.A.G.E. sont valorisées en agriculture. Leur valeur agronomique est utilisée comme apport fertilisant soit directement (boues liquides) soit après traitement les sols cultivés (voir paragraphe 3.2.4 : type de boues produites). Il n'existe **pas de filières alternatives bien identifiées et tenables financièrement**. En cas de blocage à moyenne ou longue durée de la filière agricole, les boues de stations d'épuration non traitées ne pourraient être évacuées qu'en incinération à des coûts très importants compte tenu notamment de leur texture.

L'arrêté du 9/9/97 autorisait la mise en centre d'enfouissement technique de classe 2 des boues, sous réserve qu'elles présentent une siccité minimale³ de 30 %. En 2002, la **station de Flers produit des boues susceptibles d'être acceptées en centre de classe 2** (la réglementation impose que les boues aient une teneur en matière sèche d'au moins 30 %) ou en incinération conjointement avec les ordures ménagères. Les autres unités devraient alors faire appel à des unités mobiles de déshydratation. Les solutions alternatives à la valorisation agricole telle que préconisées dans la réglementation restent difficiles à mettre en place de part leur coût. Le recours **aux centres d'enfouissement technique (CTE) doit cependant devenir de moins en moins fréquent**, de par l'application de la loi du 13 juillet 1992 sur les déchets et de la directive européenne de 1999, qui réserve aux seuls les déchets ultimes le stockage en CET **depuis le 1er juillet 2002**. Les déchets ultimes sont des résidus qui ne sont plus "susceptibles d'être traités dans des conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de leur caractère polluant ou dangereux". Aussi, seules les boues qui ne peuvent être éliminées,

Afin de **garantir l'innocuité des boues à l'égard des produits agricoles et de l'environnement**, leur utilisation en agriculture doit s'inscrire dans le cadre du Code de l'Environnement (Livre II - Titre 1er) et ses décrets d'application, qui définissent notamment les **teneurs limites en éléments traces à ne pas dépasser**. La valorisation agricole des boues ne peut être pratiquée sans l'établissement de **plans d'épandage** précis et **un suivi agronomique** sérieux.

b. Résidus de curage de lagune

Les curages sont réalisés par des sociétés spécialisées. Les matières de curage des lagunes sont valorisées en agriculture selon des plans d'épandage réglementés. Aucune filière alternative n'est à ce jour mise en oeuvre.

c. Matières de vidange des pré traitements de l'assainissement non collectif

Les matières de vidanges sont les déchets issus de l'entretien des dispositifs de pré traitement de l'assainissement non collectif ; elles sont composées de déchets produits par les fosses toutes eaux, fosses septiques ou fosses étanches d'une part, et des graisses retenues dans les séparateurs à graisse d'autre part.

Ces déchets sont assimilés à des déchets ménagers, leur élimination est régie par la loi de 1975 modifiée, relative à l'élimination de déchets. Dans la pratique, ces boues de l'assainissement non collectif sont assimilées aux boues de stations d'épurations, malgré leur grande différence de potentiel polluant. Leur valorisation agricole doit répondre aux prescriptions du décret du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage et disposer entre autres obligations d'un plan d'épandage.

³ teneur en matière sèche d'au moins 30 %)

La prise en charge des résidus s'effectue :

- soit directement par les agriculteurs locaux qui épandent les matières sur sols cultivés généralement sans plan d'épandage,
- soit par des entreprises spécialisées qui évacuent les déchets en station d'épuration ou en agriculture (avec ou sans plans d'épandage).

Réceptionnées sur des station de plus de 10 000 équivalents habitants, les matières sont stockées pendant la journée dans une cuve, puis injectées à faible débit et en heure creuse (nuit) à raison de 12 à 20 m³ par jour. Sur les plus petites stations, elles doivent subir un pré traitement séparant la phase solide de la phase liquide qui est ensuite envoyée en heure creuse dans le système de traitement à raison de 7m³ par jour.

Seule la **station de Flers** est en mesure d'accueillir ces matières, dans la limite de sa capacité de stockage et de traitement : **le projet de renouvellement de l'unité de traitement de Condé sur Noireau** (dont le niveau de fonctionnement actuel ne permet pas le traitement de ces matières) constitue une opportunité pour développer cette filière.

d. Matière de curage des réseaux collectif

Le curage des réseaux de collecte génère un flux de déchets réguliers mais en quantité relativement faible ; il est interdit de les épandre en agriculture depuis le 9 février 1999. Les matières sont généralement réinjectées en tête de station, selon la capacité de charge résiduelle et le stockage en place sur les stations. **La station de Flers procède à ce traitement dans la limite de leur capacité de prise en charge.**

e. Sables issus de l'assainissement collectif

L'épandage agricole des sables est interdit depuis le 9 février 1999.

Après lavage ou traitement, les sables contenus dans les matières de curage des réseaux ou récupérés au niveau des pré traitement ou en tête de station peuvent être :

- valorisés en remblai dans les aménagements routiers : la filière est très limitée à l'échelle du SAGE ;
- évacués en centre d'enfouissement : à l'échelle du SAGE les centres les plus proches sont situés à Rouen ou Paris.

La station de Flers dispose d'un système de lavage des sables.

Le changement des matériaux de filtration des systèmes d'assainissement collectif n'a pas encore été nécessaire sur les filtres en place : une filière d'évacuation devra être défini prochainement pour le site de **la Carneille**. Cinq stations sont concernées sur le territoire du SAGE. Cette filière pourra être utilisée pour le renouvellement des sables de certains types de systèmes d'assainissement non collectif.

f. Graisses et huiles

L'épandage agricole des graisses est interdit depuis le 9 février 1999. Qu'elles soient issues du curage des bacs à graisse de l'assainissement non collectif ou du déshuilage au niveau des stations d'épuration, ces résidus de traitement produits régulièrement constituent une problématique d'évacuation. Les graisses produites par les collectivités (cantines, station d'épuration,...) et les particuliers (restaurateurs, bacs à graisse individuel de certains artisans notamment, etc.) peuvent être traitées par hydrolyse en incinération adaptée à la destruction des boues de station (centre existant) ou dégradées biologiquement par des bactéries, procédé pouvant être mis en œuvre sur des stations non saturées.

La **station de Flers** dispose d'un système de traitement biologique des graisses. Il n'existe pas de centre de traitement par hydrolyse à proximité.

Les particuliers ont pour habitude d'évacuer les graisses via le réseau de collecte régulier des déchets ménagers. Les graisses sont aussi généralement mélangées aux matières de vidange déposées pour traitement dans les stations d'épuration. Une estimation du flux régional de déchets graisseux et le mode de valorisation sont actuellement à l'étude.

g. Synthèse

Tableau n° 4 : Gestion des déchets de l'assainissement à l'échelle du SAGE

	Nature des déchets	Fréquence de production	Mode d'élimination	Equipements locaux adaptés
Assainissement non collectif	Matières de vidange des prétraitements de l'assainissement non collectif	Ponctuelle Une fois tous les 3 à 4 ans Variable	Collecte, dépotage, stockage et traitement progressif	Equipements des sociétés spécialisées (collecte et stockage) Station d'épuration de Flers
			Collecte et épandage direct sur terres agricoles	Equipements des sociétés spécialisées Tracteurs et citernes à lisiers des agriculteurs locaux Généralement pas de plans d'épandage
	Graisse et huiles (Matière de vidange Des séparateurs à graisse, déshuileurs)	Ponctuelle	Dégradation biologique en station d'épuration	<u><i>Station de Flers</i></u>
			Dépôt à la collecte des ordures ménagères	Solution la plus répandue
			Epandage	INTERDIT
			Incinération	Non pratiquée
Assainissement collectif	Matières de curage des réseaux	Régulière	Dépôt et traitement en tête de station	Station de Flers
	Sables	Régulière	Filière déchets ménagers	Collecte locale
			Lavage et valorisation en remblai	Station de Flers
	Huiles	Régulière	Dégradation biologique en station d'épuration	Station de Flers
	Boues de stations d'épuration	Régulier	Epandage sur sols cultivés	100 % du volume
			Solutions alternatives	Aucune réellement en place
Traitements communs	Matériaux de filtration (sables, zéolithe)	Ponctuel	Pas de filière connue	

En résumé...

La grande majorité des volumes de déchets issus de l'assainissement est **valorisée en agriculture**. Si l'élimination des déchets issus de l'assainissement collectif semble relativement conforme à la réglementation, ceux de l'assainissement non collectif sont relativement moins bien maîtrisés.

L'organisation des filières n'est pas bien identifiée, une grande partie des volumes produits est évacués dans des filières parallèles aux filières réglementaires. Ces pratiques peuvent s'expliquer par le **manque d'équipement de stations permettant une bonne prise en charge des déchets issus du non collectif**. Les filières d'évacuation en place sont insuffisantes au regard du flux potentiel de matière. Hors, la mise en place du contrôle du bon fonctionnement et du bon entretien de l'assainissement non collectif devrait avoir pour conséquence une augmentation du flux évacué par des filières réglementaire. **Les filières d'évacuation des sables et des graisses sont fragiles et insuffisantes.**

4. Etat d'avancement de la mise en conformité avec le décret du 3 juin 1994

La loi sur l'Eau de 92 a modifié le Code des communes qui dispose que les communes sont responsables de leur assainissement aux échéances prévues au décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées. Le respect de ces échéances réglementaires est encadré par une procédure incombant au Préfet : l'élaboration de cartes d'agglomération et la définition d'objectifs de réduction de flux de substances polluantes de chaque agglomération.

4.1. Zones sensibles*

Les obligations de mise en conformité des systèmes d'assainissement diffèrent selon une situation en zone dite « normale » et « sensible ».

Le décret n°94-469 du 3 juin 1994 définit les zones sensibles telles que demandé par la Directive : elles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin, particulièrement sensibles aux pollutions et notamment sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore et/ou d'azote doivent être réduits s'ils sont la cause d'un déséquilibre. Les critères d'identification des zones sensibles fixés par la Directive sont rappelés en annexe 6.

L'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 modifié par l'arrêté du 31 août 1999 a délimité ces zones sensibles sur le territoire national ; **le territoire du SAGE est intégralement classé en zone sensible**, correspondant aux **eaux superficielles intérieures**, sensible à l'eutrophisation* et donc à la pression des paramètres azote et phosphore.

4.2. Définition des périmètres d'agglomération et réduction des flux de substances polluantes

La [carte n°8](#) et l'[annexe 7](#) indiquent l'état d'avancement de la définition des périmètres d'agglomération et de la prise d'arrêtés d'objectifs de réduction des flux de substances polluantes

4.2.1. Délimitation des agglomérations

Conformément à [l'échéance du 31 décembre 1998](#) fixée aux agglomérations de plus de 15 000 équivalents habitants rejetant leurs effluents en zone sensible, deux périmètres d'agglomérations ont été arrêtés par les Préfets de l'Orne (**Flers** 29/04/98) et du Calvados (**Condé sur Noireau** : 19/09/97).

Concernant les agglomérations de 2 000 à 10 000 équivalents habitants, le périmètre de l'agglomération de **Tinchebray** a été arrêté par le Préfet de l'Orne le 11/12/97. Trois arrêtés d'agglomération sont en cours d'élaboration dans le territoire calvadosien du S.A.G.E., à **Thury-Harcourt**, **Urville** et **Evrecy**.

4.2.2. Objectifs de réduction de flux de substances polluantes

Le Préfet établit par arrêté et pour chaque agglomération susceptible de produire une charge brute de pollution organique supérieure 2 000 équivalents habitants un document proposant des objectifs de réduction de flux de substances polluantes. Ces objectifs sont établis à partir de données concernant le milieu récepteur des rejets, les objectifs de qualité, la sensibilité des écosystèmes aux principaux polluants et aux risques d'eutrophisation, les usages de l'eau, l'évaluation de la charge brute de pollution organique et des autres pollutions produites par l'agglomération, l'analyse des systèmes d'assainissement collectif et non collectifs existant (raccordement, fonctionnement de la collecte, du traitement et de l'élimination des boues, impacte des rejets). A la parution de ces arrêtés, les agglomérations doivent s'engager à respecter les objectifs fixés par l'Etat : les dossiers d'autorisations doivent se conformer à ses termes.

Aucun arrêté n'est à ce jour paru : celui de Flers est en cours, celui de Tinchebray est à l'étude.

4.2.3. Programme d'assainissement

Au titre de [l'article R 2224 -19 du Code Général des Collectivités Territoriales](#), les communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans le périmètre d'une agglomération produisant une charge brute de pollution organique de plus de 2 000 EH doivent élaborer un programme d'assainissement approuvé par le conseil municipal. Quand l'agglomération comprend plusieurs communes (cas de Flers), le programme est élaboré conjointement. Le programme d'assainissement doit être conforme aux objectifs de la DERU, aux objectifs fixés dans l'arrêté de réduction des flux de substances polluantes. Il comprend un diagnostic du système d'assainissement et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place. Aucun programme d'assainissement n'est à ce jour connu de l'Institution.

4.3. Etat d'avancement de la mise en conformité des systèmes d'assainissement

4.3.1. Rappel des échéances sur le territoire du S.A.G.E.

Les échéances et obligations rappelées ci-dessous concernent spécifiquement les **obligations en zone sensible**. Un certain nombre d'échéances réglementaires sont d'ores et déjà dépassées. Ces échéances dépendent de la taille des agglomérations (charge produite en moyenne journalière de la semaine la plus chargée, traduite en eqH). **La taille de l'agglomération** ne correspond donc pas exactement à la capacité nominale de la station.

Tableau n °5 : rappel des échéances

TAILLE	STATIONS concernées	OBLIGATION				
		Collecte	Traitement	Auto surveillance	Sous produits	
Moins de 2 000 EH 23 agglomérations	Croisilles, Fresnay le Puceux, Cesny Bois Halboul, Pont d'Ouilly, Saint Denis de Méré, Saint Honorine du Fay, Saint Pierre d'Entremont, Landisacq, La Carneille, La Forêt Auvray, Sainte Honorine la Guillaume, Ronfeugeraie, Landigou, Montilly sur Noireau, Fresnes Monsecret, Saint Paul (*2), Le Graïs, Bellou en Houle, Durcet, Saint Hilaire de Briouze, Ségrie Fontaine (*2), Ménil de Briouze	31/12/2005	Traitement approprié 31/12/2005	Station d'épuration 31/12/2005		Dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1998 Application immédiate
De 2 000 – 10 000 eqH 7 agglomérations	Vassy, Saint Rémi sur Orne, Thury Harcourt, Briouze, Tinchebray, Clécy, Mutrécy	31/12/2005	Traitement secondaire 31/12/2005	Station et collecte 9/02/2000	Bilan agronomique et Programme prévisionnel d'épandage 09/02/2000	
De 10 000 à 100 000 eqH 2 agglomérations	Condé sur Noireau, Flers (Athis de l'Orne et St Georges des Groseillers intègrent l'agglomération de Flers)	31/12/1998	Traitement plus rigoureux requis 31/12/1998	Station et collecte 9/02/1999		

4.3.2. Situation vis-à-vis de la collecte et du traitement

Pour les 2 zones de collectes supérieures à 10 000 équivalents habitants (échéances dépassées):

- Les obligations en matière de **gestion des eaux pluviales** ne sont pas assurées : l'étude de zonage n'est pas réalisée, l'impact des eaux pluviales est inconnu sur l'ensemble des systèmes.
- **La station de Flers est conforme** concernant les obligations de **traitement et de collecte**, celle de Condé sur Noireau ne l'est pas mais devrait le devenir d'ici 2006, celle d'Athis-de-l'Orne en 2004.

Pour les 8 zones de collectes de 2 000 à 10 000 équivalents habitants, l'échéance est fixée au 31 décembre 2005, sauf pour l'autosurveillance :

- La **conformité station n'est pas atteinte sur deux unités** : Vassy et Athis-de-l'Orne.
- La **conformité des réseaux n'est pas atteinte sur l'agglomération de Tinchebray**.

La conformité d'Athis-de-l'Orne sera atteinte en 2004.

Pour les 24 systèmes de moins de 2 000 équivalents habitants, l'échéance est fixée au 31 décembre 2005.

4.4. Situation vis-à-vis de l'auto surveillance

4.4.1. Rappel réglementaire

Au titre des arrêtés du 22 décembre 1994, les **systèmes de plus de 2 000 EH doivent disposer d'un programme d'auto surveillance des rejets et des flux des sous produits**, à échéance et contenu (équipement et mesures) variables selon la charge de pollution traitée.

Ce dernier point est interprété de manière différente par le SATESE et la DDE du Calvados :

- le SATESE considère que la réglementation s'applique sur la base de la **charge réelle de pollution** arrivant en station (capacité effective),
- les services de la police des eaux considèrent que la réglementation s'applique sur la base de la **capacité nominale de la station** et appliquent une réglementation plus restrictive.

Les dispositions étaient applicables immédiatement aux nouveaux ouvrages.

4.4.2. Conformité des ouvrages du SAGE

Pour les **25 stations de moins de 2000 équivalents habitants** (échéance au 31 décembre 2005), les stations les plus récentes sont équipées : l'**annexe 8** présente la situation de ces sites.

Pour les 10 stations de plus de 2 000 équivalents habitants, l'échéance de l'obligation du 10 février 1999 est dépassée: trois sites (Tinchebray, Saint-Rémi-sur-Orne et Vassy) ne disposent pas d'un niveau d'équipements conforme à la réglementation pour satisfaire aux arrêtés du 22 décembre 1994. Cependant, les mesures d'auto surveillance sont effectuées sur l'ensemble du parc.

La validation des matériels en place et des protocoles de surveillance est menée en collaboration avec le SATESE.

4.5. Situation vis-à-vis de la gestion des Boues

4.5.1. Rappel réglementaire

Les objectifs fixés sont très généraux et vise à réduire tant que possible les effets dommageables sur l'environnement. La valorisation des boues est soumise à autorisation ou à enregistrement selon le tonnage de boues produites. Les rejets directs de boues dans les eaux de surface sont par ailleurs interdits depuis le 31 décembre 1998. La réalisation de plans d'épandage et de bilans agronomiques est obligatoire sur les unités de plus de 2 000 EH depuis le 8 février 2 000. Les stations de types filtres à sable ne produisent pas de boues, et les lagunes en produisent uniquement en période de curage.

4.5.2. Conformité des ouvrages du SAGE

L'**annexe 8** présente la situation de ces sites. **Les curages ponctuels des 5 lagunes naturelles s'effectuent avec des plans d'épandage en conformité avec la réglementation.**

Si des départs de boues dans le milieu sont constatés sur un certain nombre de stations en surcharge ou présentant des dysfonctionnements ponctuels (cas de Pont d'Ouilly), aucune boue n'est rejetée directement et volontairement dans les eaux de surface ; les producteurs de boues disposent de plans d'épandage négociés avec les agriculteurs locaux et valorisent les boues en agriculture.

Sur les 9 unités de plus de 2 000 équivalent habitants produisant régulièrement des boues: huit plans d'épandage sont conformes.

En résumé ...

Du point de vue de la performance des stations et des réseaux :

- Au regard des travaux en cours ou prévus sur le territoire, les **zones de collecte supérieures à 10 000 équivalents-habitants devraient être conformes à la Directive ERU à l'échéance 2006**. Concernant la prise en compte qualitative et quantitative des eaux pluviales, aucune unité n'est en conformité : les études de zonage et schémas d'assainissement doivent être complétés en conséquence pour répondre aux obligations réglementaire.
- Les **zones de collecte de 2 000 à 10 000 équivalents-habitants**, les échéances ne sont pas respectées sur quelques sites, mais la majorité des collectivités concernées a engagé des travaux nécessaires à l'amélioration des performances de traitement et de réseau.
- Pour les zones de collecte inférieures à 2 000 équivalents habitants, les stations présentant des insuffisances devraient faire l'objet de travaux d'amélioration, engagés avant l'échéance du 31 décembre 2005.

Si quelques rares stations ne sont pas encore en conformité vis-à-vis de l'**auto surveillance**, le travail d'accompagnement du SATESE devrait permettre une régularisation prochaine de la situation.

Du point de vue de la gestion des déchets, les collectivités se heurtent à plusieurs difficultés :

- les problèmes de pertes de boues identifiés devraient se résorber avec les travaux d'amélioration sur les réseaux et les stations ;
- la gestion des déchets graisses et sables reste difficile, faute de filières d'élimination adaptées et suffisantes localement ;
- la gestion des boues est relativement conforme, mais la mise en œuvre des plans d'épandage est confrontée à des insuffisances de stockage et à un déficit de parcelles agricoles mises à disposition.

La **mise en œuvre du contrôle de systèmes d'assainissement non collectif** est en cours dans les collectivités rurales. Quelques communes ont créé leur service public et la réflexion est engagée à l'échelle de certaines intercommunalités.

ANNEXES

Annexe 1 : Textes sur l'assainissement	38
Annexe 2 : Dates limites pour l'application des exigences de la directive du 21/05/1991	39
Annexe n°3 : Maître d'ouvrage	41
Annexe 4 : Efficacité de traitement	42
Annexe 5 : Production de boues d'épuration issues des systèmes type boues activées	43
Annexe°6 : Critère d'identification des zones sensibles*	44
Annexe 7 : Etat d'avancement des arrêtés d'objectifs de réduction de flux de substances polluantes	45
Annexe°8 : Etat d'avancement de la conformité des stations (Boues et auto surveillance)	46

Annexe 1 : Textes sur l'assainissement

Textes fondateurs	Directive européenne du 21 mai 1991 « Eaux résiduaires urbaines »
	Code de l'Environnement
	Code de la santé publique article L.33 à L.35-10 relatifs aux systèmes d'assainissement
	Code général des collectivités territoriales : articles L224-7 à L.224-11 sur les services d'assainissement municipaux
	Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi du 2 février 1995
Autorisation et déclaration «Loi sur l'Eau	Décret du 29 mars 1993 relatif à la procédure d'autorisation et de déclaration
	Décret du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration
Assainissement collectif	Décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées et fixant les échéances pour la mise au norme des collectivités
	Circulaire du 13 septembre 1994 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines
	Arrêté du 23 novembre 1994 délimitant les zones sensibles
	Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées pour les stations de plus de 2000 EH
	Arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des systèmes de collecte et de traitement de plus de 2 000 EH
	Circulaire du 12 mai 1995 relative aux systèmes d'assainissement des eaux usées urbaines de plus de 2 000 EH
	Circulaire du 18 février 1995 Rappel des obligations du décret du 3 juin 1994
	Circulaire du 6 juin relative à l'instruction des autorisations des systèmes d'assainissement de plus de 2 000 EH en cas de dépassement des échéances européennes
	Circulaire du 6 novembre 2000 « Auto surveillance des systèmes d'assainissement de plus de 2 000 EH
	Arrêté du 21 juin 1996 « Systèmes d'assainissement de moins de 2 000 EH »
	Circulaire du 17 février 1997 relative aux systèmes d'assainissement collectif de moins de 2 000 EH
	Arrêté du 2 février 1998 « installations classées
Assainissement non collectif	Arrêté du 6 mai 1996 « Assainissement non collectif »
	Arrêté du 6 mai 1996 « Contrôle de l'assainissement non collectif »
	Circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif
Epandage des boues	Décret 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées
	Arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables à l'épandage des boues sur les sols agricoles
	Circulaire du 14 mars 1999 « épandages des boues de STEP »
Autres dispositions	Code civile : articles 640 à 643 relatifs aux servitudes d'écoulement et de passage
	Code de l'urbanisme : articles L.33 à L.3510 relatif aux systèmes d'assainissement « desserte des constructions »
	Code de la construction et de l'habitation

Annexe 2 : Dates limites pour l'application des exigences de la directive du 21/05/1991 Mise en conformité des systèmes d'assainissement

Obligation de collecte

Obligation de collecte					
Taille des agglomérations en Equivalent Habitant ⁴ concernées par l'échéancier (1 Equivalent habitant = 60 g de DBO5/jour)					
Type de zone	0 – 2 000	2 000 - 10 000	10 000-15 000	15 000-150 000	Plus de 150 000
Zones normales	31 décembre 2005			31 décembre 2000	
Zones sensibles ⁵	Si collecte 31 décembre 2005	31 décembre 2005	31 décembre 1998		

Assainissement non collectif

Mise en place d'un service public de contrôle et facultativement d'entretien des installations d'assainissement non collectif avant le 31 décembre 2005
--

Obligation de traitement

Taille des agglomérations en Equivalent Habitant ⁶ concernées par l'échéancier (1 Equivalent habitant = 60 g de DBO5/jour)					
Type de zone	0 – 2 000	2 000 - 10 000	10 000-15 000	15 000-100 000	Plus de 100 000
Zones sensibles ⁷ Rejet en eaux douces et estuaires	31 décembre 2005 <u>Traitement approprié⁸</u>	31 décembre 2005 <u>Traitement secondaire</u>	31 décembre 1998 Traitement plus approfondi		
Zones normales	Si collecte 31 décembre 2005 Traitement approprié	Collecte 31 décembre 2005 Traitement secondaire	Collecte 31 décembre 2005 Traitement secondaire	Collecte 31 décembre 2000 Traitement secondaire	Collecte 31 décembre 2000 Traitement secondaire
Zones moins sensibles ⁹	Si collecte 31 décembre 2005 Traitement approprié	Collecte 31 décembre 2005 Traitement approprié	Collecte 31 décembre 2005 Traitement secondaire	Collecte 31 décembre 2000 Traitement primaire ou secondaire	Collecte 31 décembre 2000 Traitement primaire ou secondaire

⁴ L'équivalent habitant est l'unité de mesure de la pollution des eaux usées et correspond à la charge moyenne de pollution par personne et par jour.

⁵ La Directive envisage un allègement des niveau de traitement requis pour les rejets d'eaux urbaines résiduaires provenant d'agglomération de 10 000 à 150 000 EH dans des eaux côtières et entre 2 000 et 10 000 dans les estuaires situés en zones dites moins sensibles*, que les Etats membres devaient définir avant le 31 décembre 2003 selon les critères définis en annexe II de la Directive et rappelés dans le glossaire.

⁶ L'équivalent habitant est l'unité de mesure de la pollution des eaux usées et correspond à la charge moyenne de pollution par personne et par jour.

⁷ les zones sensibles devaient être identifiées au 31 décembre 1993 par les Etats membres au regard de critères définis en annexe II de la Directive et rappelés dans le glossaire : la Directive prévoit que les Etats veillent à la révision de cette liste au moins une fois tous les 4 ans.

⁸ Traitement approprié si rejets déversés dans des eaux côtières

⁹ La Directive envisage un allègement des niveau de traitement requis pour les rejets d'eaux urbaines résiduaires provenant d'agglomération de 10 000 à 150 000 EH dans des eaux côtières et entre 2 000 et 10 000 dans les estuaires situés en zones dites moins sensibles*, que les Etats membres devaient définir avant le 31 décembre 2003 selon les critères définis en annexe II de la Directive et rappelés dans le glossaire.

Annexe 2 : Dates limites pour l'application des exigences de la directive du 21/05/1991 Mise en conformité des systèmes d'assainissement (suite)

Obligation de mise en place de l'auto surveillance

Taille des agglomérations en Equivalent Habitant ¹⁰ concernées par l'échéancier (1 Equivalent habitant = 60 g de DBO5/jour)					
Type de zone	0 – 2 000	2 000 - 10 000	10 000-15 000	15 000-100 000	Plus de 100 000
	Stations d'épuration 31 décembre 2005	Station et Collecte 9 février 2000	Station et Collecte 31 décembre 1998	Station et Collecte 31 décembre 1999	

Obligations vis-à-vis des sous produits

Taille des agglomérations en Equivalent Habitant ¹¹ concernées par l'échéancier (1 Equivalent habitant = 60 g de DBO5/jour)					
Type de zone	0 – 2 000	2 000 - 10 000	10 000-15 000	15 000-100 000	Plus de 100 000
	Epandage agricole des sables, graisses et des matières de curage interdit au 09 février 1999				
	Valorisation agricole : Etude préalable, mise en conformité des capacités de stockage, solution alternative obligatoire au 09 décembre 2000				
	Bilan agronomique et Programme prévisionnel d'épandage au 09 décembre 2000				

¹⁰ L'équivalent habitant est l'unité de mesure de la pollution des eaux usées et correspond à la charge moyenne de pollution par personne et par jour.

¹¹ L'équivalent habitant est l'unité de mesure de la pollution des eaux usées et correspond à la charge moyenne de pollution par personne et par jour.

Annexe n°3 : Maître d'ouvrage

Etudes des zonages d'assainissement

MAITRE D'OUVRAGE (département)	NOMBRE DE COMMUNES DU TERRITOIRE DU SAGE
Communauté de Communes du la Suisse Normande (14)	27
Syndicat d'étude de la porte Est de la Suisse Normande (14)	8
Syndicat d'eau et d'assainissement de la Vallée d'Hamars (14)	11
syndicat d'eau et d'assainissement de Belle Fontaine (14)	4
Communautés de communes de Tinchebray (61)	8
Communauté de communes de la Visance et du Noireau (61)	5
Communauté de Communes du Bocage d'Athis (61)	16
Communauté de Communes du Pays de Briouze (61)	11
Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (61)	12
Communale	60
TOTAL : 10 structures intercommunale /62 communes	162

Etudes et travaux d'assainissement collectif

MAITRE D'OUVRAGE (département)	NOMBRE DE COMMUNES DU TERRITOIRE DU SAGE CONCERNEES PAR DES TRAVAUX (stations ou réseaux)
Syndicat Fresnes-Montsecret (61)	2
Syndicat Intercommunal de la Muance (14)	1
Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (61)	8
Communauté de Communes du Bocage d'Athis (61)	6
Communale	22

Contrôle des systèmes d'assainissement non collectif

MAITRE D'OUVRAGE (département)	NOMBRE DE COMMUNES DU TERRITOIRE DU SAGE CONCERNEES PAR DES TRAVAUX (stations ou réseaux)
Communauté de Communes du Bocage d'Athis (61)	16
Communauté de Comunes du Pays de Briouze	11
Commune de Saint Paul	1
Commune de Saint Georges d'Annebecq	1
Commune de Sainte Honorine la Guillaume	1

Annexe 4 : Efficacité de traitement

Stations de plus de 10 000 équivalents habitants

stations	Capacité théorique EH	Traitement : Dénitrification	Traitement : Déphosphatation	Traitement microbiologique	Elimination de l'azote réduit	Elimination du phosphore
CONDE-SUR-NOIREAU	15000	OUI	NON	NON	>80	40-60
CALIGNY LE LANDIS (Flers)	60 000	OUI	OUI	NON	>80	>80

Stations de 2 000 à 10 000 équivalents habitants

Stations	Capacité théorique eqH	Elimination de l'azote réduit	Elimination du phosphore
CLECY	2000	>80	40-60
THURY-HARCOURT	3000	>80	40-60
VASSY	2000	60-80	<40
SAINT-REMY	2000	<40	<40
ATHIS DE L'ORNE	2000	60-80	<40
BRIOUZE	3000	>80	40-60
TINCHEBRAY	5500	>80	40-60
MUTRECY	2000	60-80	<40
SAINT GEORGES DES GROSEILLERS	2500	60-80	<40

Annexe 5 : Production de boues d'épuration issues des systèmes type boues activées

Station	Bassin versant	Capacité Effective E.H.	Type de boues produites	% charge effective globale	Tonnes annuelles de matières sèches produites	% des matières sèches produites
CLECY	ORNE	600	liquide	1%	10,1	1%
THURY-HARCOURT	ORNE	2300	lit de séchage	4%	30,9	4%
PONT-D'OUILLY	ORNE	550	secondaire	1%	3,2	0%
MUTRCY	ORNE	2000	liquide	1%	12,3	1%
CONDE-SUR-NOIREAU	NOIREAU	6500	liquide	12%	84,2	12%
ST PIERRE D'ENTREMONT	NOIREAU	300	Centrifugé	1%	7	1%
TINCHEBRAY	NOIREAU	2100	?	4%	27	4%
LANDIGOU	ROUVRE	250	Liquide	0%	3	0%
LANDISACQ	NOIREAU	325	Liquide	1%	5	1%
MONTILLY SUR NOIREAU	NOIREAU	430	Liquide	1%	5	1%
FRESNE MONTSECRET	NOIREAU	705	Liquide	1%	7	1%
CALIGNY LE LANDIS (Flers)	NOIREAU	35000	?	64%	455	66%
ST GEORGES DES GROSEILLERS	NOIREAU	1400	Centrifugé	3%	3	0%
VASSY	DRUANCE	1100	liquide	2%	15,7	2%
ATHIS DE L'ORNE	ROUVRE	1200	liquide	2%	7	1%
BRIOUZE	ROUVRE	1400	Liquide	3%	22	3%
BELLOU EN HOULME	ROUVRE	600	liquide	1%	3,6	1%

+ deux petites stations de Saint Paul de moins de 50 EH (pas de données)

Annexe 6 : Critère d'identification des zones sensibles*

Les critères d'identification des zones sensibles fixés par la Directive concernent :

- les masses d'eau douce, les estuaires et les eaux côtières, dont il est établi qu'elles sont eutrophes ou pourraient devenir eutrophes sans prises de mesures de protection à brève échéance,
- les eaux douces de surface destinées au captage en eau potable et qui pourraient contenir une concentration de nitrate supérieure à celle prévue par la Directive concernant la qualité des eaux de surface destinées à l'alimentation en eau potable,
- les zones pour lesquelles un traitement complémentaire au traitement prévue à l'article 4 de la Directive est nécessaire pour satisfaire aux objectifs de la Directive.

Annexe 7 : Etat d'avancement des arrêtés d'objectifs de réduction de flux de substances polluantes
Charge polluante de plus de 2 000 équivalents habitants

N°	Bassin	Agglomération	Arrêté agglomération	Charge produite par l'agglomération	Station	Capacité nominale	Normes respectée	AORFSP	Département
1	Noireau	FLERS	15/04/98	40 000		60 000	OUI	En consultation	Orne
2	Noireau	TINCHEBRAY	11/12/97	2 500	La Plurière	5 500	OUI	A l'étude	Orne
3	Noireau	CONDE SUR NOIREAU-ST PIERRE DU REGARD	19/09/97	8 100	Bourg	15 000	NON		Orne et Calvados
4	Rouvre	ATHIS DE L'ORNE			Bourg	2 000	NON		Orne
5	Rouvre	BRIOUZE			Bourg	3 000	OUI		Orne
6	Orne	CLECY			Bourg	2 000	OUI		Orne
7	Orne	Evrecy			Bourg	2 500	OUI		Calvados
8	Orne	Pont d'Ouilly			Bourg	1 000	NON		Calvados
9	Orne	Thury Harcourt	En cours		Bourg	3 000	OUI		Calvados
10	Orne	Saint Rémi sur Orne			Bourg	2 000	OUI		Calvados
11	Noireau	Saint Georges des Groseillers			Bourg	2 500	OUI		Orne
12	Orne	Urville	En cours		Bourg	2 500	OUI		Calvados
13	Druance	Vassy			Bourg	2 000	NON		Calvados
14	Orne	Mutrecy	En cours		Bourg	2 000	OUI		Calvados

Annexe 8 : Etat d'avancement de la conformité des stations (Boues et auto surveillance)

libelle commune/station	Régime réglementaire	DATE	Antérieure loi sur l'eau	Capacite nominale	CONFORMITE EPANDAGE	AUTOSURVEILLANCE (DDAF 61- DDE 14)		
CALIGNY LE LANDIS (Flers)	Autorisation	07/06/1996		60 000	OUI	9/2/2000 - Arrêté du 22/12/1994	OUI	
CONDE-SUR-NOIREAU	Autorisation	22/12/1994		15000	OUI		OUI	
TINCHEBRAY			AP 16/01/1992	5500	NON		OUI	
THURY-HARCOURT	Autorisation	05/07/1995		3000	oui		OUI	
BRIOUZE			AP 17/07/1984	3000	OUI		OUI	
SAINT GEORGES DES GROSEILLERS			AP 15/02/1988	2500	OUI		OUI	
MUTRECY	Autorisation	02/07/92		2000	OUI		OUI	
CLECY			AP 13/08/91	2000	oui		En partie	
VASSY			AP 05/09/74	2000	oui		non	
SAINT-REMY-SUR6ORNE			AP 29/01/90	2000	pas de production régulière		non	
ATHIS DE L'ORNE (nouvelle station)	Autorisation	?		2000	OUI		OUI	
			AP 30/05/85	1200	PAS D'OBLIGATIONS	31/12/2005 – Arrêté du 21/06/1996	NON	
SAINT-DENIS-DE-MERE		17/02/1997		1000			NON	
PONT-D'OUILLY			AP 31/12/86	1000			NON	
FRESNE MONTSECRET	Autorisation	04/02/1994		900			?	
MONTILLY SUR NOIREAU				750			?	
LANDIGOUE			AP 29/09/1989	600			?	
LANDISACQ			AP 02/04/1992	600			?	
ST PIERRE D'ENTREMONT			AP 15/02/1988	600			?	
BELLOU EN HOULME			AP 16/05/1989	600			?	
CESNY BOIS HALBOULT			A 31/12/90	600			NON	
LA CARNEILLE	Déclaration	17/11/1999		400			OUI	
FRESNAY LE VIEUX	Autorisation	24/06/1993		350			NON	
SEGRIE FONTAINE	Déclaration	10/02/1994		250			?	
CROISILLES	Déclaration	17/02/1997		250			EN PARTIE	
RONFEUGERAI				160			OUI	
SAINTE HONORINE LA GUILLAUME				150			OUI	
LE GRAIS				125			OUI	
DURCET				125			OUI	
SAINT HILAIRE DE BRIOUZE				120			OUI	
LA FORET AUVRAY				120			OUI	
MENIL DE BRIOUZE	Déclaration	28/01/2002		170			?	
SEGRIE FONTAINE	Déclaration	10/02/1994		50			?	
SAINT PAUL				50			OUI	
SAINT PAUL				50			OUI	
				50				

GLOSSAIRE

A

Agglomération (directive)

Zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final

Assainissement

Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement.

Assainissement collectif

C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

Assainissement autonome ou non collectif ou individuel

L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

B

Bassin versant

Surface d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire.

Boues (directive)

Boues résiduaires, traitées ou non, provenant de stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires

Le traitement des eaux usées en station d'épuration produit une eau épurée, rejetée dans le milieu naturel, et un résidu concentré désigné sous le terme de "boues" ou "boues résiduaires".

Boues primaires

Elles résultent de la simple décantation des matières en suspension contenues dans les eaux usées brutes. Elles ne sont pas stabilisées. Les stations ne traitant que la pollution particulaire sont de plus en plus rares en France, ou alors associées à des filières complémentaires de traitement.

Boues secondaires

Elles sont formées à partir de la charge polluante dissoute utilisée par les cultures bactériennes libres ou fixées en présence d'oxygène (aération de surface ou insufflation d'air).

Boues mixtes

Dans le cas où il existe des boues primaires et des boues secondaires, elles forment des boues "mixtes" fraîches qui vont subir un traitement de stabilisation biologique. Dans le cas où il n'existe pas de décantation primaire (boues activées en aération prolongée, cas fréquents en France), la stabilisation aérobie se fait par séjour prolongé dans les ouvrages épuratoires.

Boues de lagunage

Les lagunes produisent des "boues de lagunage". Les boues s'accumulant peu à peu au fond des bassins sont curées annuellement, ou tous les deux ans, dans la première zone d'accumulation des dépôts, et une fois tous les cinq ou dix ans pour les autres bassins ;

C

Concession

Contrat de délégation de service public par lequel une collectivité confie à une entreprise la réalisation à ses frais des investissements et de leur exploitation ; L'entreprise est rémunérée au moyen d'un prix payé par les usagers.

D

DBO 5

Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours (exprimée en mg d'oxygène). Elle correspond à la quantité d'oxygène consommée sur 5 jours pour assurer l'oxydation des matières organiques biodégradables par voie biologique (bactéries, micro-organismes)

DCO

Demande chimique en Oxygène. Elle qualifie l'oxygène nécessaire à l'oxydation de la majeure partie des composés et sels minéraux oxydables. Elle représente la quantité totale de pollution oxydable.

Estuaire (directive)

Zone de transition à l'embouchure d'un cours d'eau entre l'eau douce et les eaux côtières. Les États membres établissent les limites extérieures (maritimes) des estuaires aux fins de la présente directive, dans le cadre du programme de mise en œuvre

Eaux côtières (directive)

Eaux en dehors de la laisse de basse mer ou de la limite extérieure d'un estuaire.

Eaux urbaines résiduaires (directive)

Eaux ménagères usées ou le mélange des eaux ménagères usées avec des eaux industrielles usées et/ou des eaux de ruissellement

Eaux ménagères usées (directive)

Eaux usées provenant des établissements et services résidentiels et produites essentiellement par le métabolisme humain et les activités ménagères

Eaux industrielles usées (directive)

Toutes les eaux usées provenant de locaux utilisés à des fins commerciales ou industrielles, autres que les eaux ménagères usées et les eaux de ruissellement

Eaux usées : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de systèmes de collecte avec ou sans traitement.

Eaux pluviales

Eaux résultant du ruissellement de la pluie sur les surfaces imperméabilisées (chaussées, parkings, toitures,...).

Eaux vannes

Eaux usées domestiques provenant des cabinets d'aisances.

Eaux ménagères

Eaux usées provenant de l'habitation (salle de bains, cuisine, buanderie, ...), hors eaux vannes.

Effluent

Désigne de façon générale tout fluide émis par une source de pollution, qu'il soit le fait de zones d'habitations ou d'installations industrielles.

Etude parcellaire ou à la parcelle

Identification des caractéristiques techniques d'une parcelle (configuration de la parcelle et de l'habitat, sols et aptitudes à l'infiltration) permettant de définir un projet technique de travaux d'assainissement non collectif en conformité avec la réglementation.

Exutoire

Dispositif naturel ou artificiel servant à évacuer les eaux (fossé, cours d'eau, mare, réseau pluvial, etc.)

Eutrophe (voir eutrophisation)**Equivalent habitant (EH) (directive)**

Quantité moyenne de pollution produite journalièrement par une personne, fixée par la Directive européenne à 60 g de DBO5. Cette unité de mesure permet de comparer facilement des flux de matières polluantes.

Eutrophisation (directive)

Enrichissement de l'eau en éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et/ou du phosphore, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui entraîne une perturbation indésirable de l'équilibre des organismes présents dans l'eau et une dégradation de la qualité de l'eau en question

L

Lagunage

Procédé d'épuration exposant les eaux usées à la lumière du soleil dans de grands bassins, de façon à ce que les micro algues se développent et dégagent l'oxygène permettant à des bactéries de dégrader les pollutions organiques.

Lits bactériens

Procédé d'épuration reposant sur l'activité de bactéries fixées sur des supports minéraux ou synthétiques. Les disques biologiques reposent sur les mêmes procédés.

P

Programme d'assainissement

Selon le décret du 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place

en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité. Décret 94-469 du 03/06/94.

R

Régie

Service géré directement par la collectivité.

Règlement d'assainissement

Document définissant le contenu et les modalités du service d'assainissement rendu par l'exploitant du service aux usagers.

Réseau d'assainissement

Ensemble des ouvrages construits par l'homme pour canaliser les eaux pluviales et les eaux usées à l'intérieur d'une agglomération. La majeure partie de ces ouvrages sont des canalisations souterraines reliées entre elles. Le réseau d'assainissement est un des éléments constituant le système d'assainissement.

S

Service public d'assainissement non collectif (SPANC)

Le SPANC fait partie du service public d'assainissement. Il est soumis aux mêmes règles juridiques et financières que le service d'assainissement collectif (art. L.2224-7 à 2224-12 du CGCT).

Le budget du service doit être équilibré en recettes et dépenses, quel que soit son mode de gestion (art. L.2224-1 du CGCT) et doit être financé par les redevances des usagers. Le budget général de la commune ou de l'établissement public compétent ne peut prendre en charge les dépenses du service sauf dérogations (art. L.2224-1 du CGCT). Il est soumis au droit privé (relations service-usagers, personnel du service) contentieux judiciaire sauf pour les actes d'organisation du service.

Schéma directeur d'assainissement

Document opérationnel qui définit la politique d'assainissement de la collectivité compétente (commune ou de intercommunalité). Prenant en compte l'existant, il propose et détaille, secteur par secteur, les solutions techniques les plus adaptées à la collecte, au traitement et au rejet dans le milieu naturel des eaux usées d'origine domestiques et pluviales. Il recense également les rejets d'eaux usées liées à l'exploitation d'activités agricoles, artisanales et industrielles. Il n'a pas d'existence juridique au sens de la loi sur l'eau. Il aide cependant à définir les programmes d'assainissement obligatoires pour les communes appartenant à des agglomérations de plus de 2000 EH et utiles quelque soit la taille des communes ou de l'agglomération. Il fait l'objet d'une délibération communale ou de l'assemblée de la structure intercommunale, car il est porteur de conséquences financières dans son application.

Station d'épuration

Traitement et nettoyage des eaux usées.

Système d'assainissement

Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées et pluviales. On entend ici par eaux usées celles qui sont issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles. Décret 94-469 du 03/06/94.

Système de collecte (directive)

Système de canalisations qui recueille et achemine les eaux urbaines résiduaires

Système séparatif

Système d'assainissement formé de deux réseaux distincts, l'un pour les eaux usées, l'autre pour les eaux pluviales. C'est un système usuel depuis les années 1970, le réseau d'eaux usées étant seul raccordé à la station d'épuration, le réseau d'eaux pluviales déversant les eaux généralement directement vers un cours d'eau.

Système unitaire

Système d'assainissement formé d'un réseau unique dans lequel les eaux usées et les eaux pluviales sont mélangées et dirigées vers la station d'épuration quand elle existe. Pendant les périodes pluvieuses, une partie du mélange (trop plein) peut être rejeté par les déversoirs d'orage.

Zonage

Délimitation par la collectivité compétente, après enquête publique de son territoire en zones relevant de l'assainissement collectif et/ou non collectif, de manière à mettre en place un démarche cohérente et progressive d'assainissement et ainsi, de répartir clairement les responsabilités respectives entre la commune et/ou l'intercommunalité et les usagers.

T

Traitement primaire (directive)

Traitement des eaux urbaines résiduaires par un procédé physique et/ou chimique comprenant la décantation des matières solides en suspension ou par d'autres procédés par lesquels la DB05 des eaux résiduaires entrantes est réduite d'au moins 20 % avant le rejet et le total des matières solides en suspension des eaux résiduaires entrantes, d'au moins 50 %

Traitement secondaire (directive)

Traitement des eaux urbaines résiduaires par un procédé comprenant généralement un traitement biologique avec décantation secondaire ou par un autre procédé permettant de respecter les conditions **du tableau 1 de l'annexe I**;

Traitement approprié (directive)

Traitement des eaux urbaines résiduaires par tout procédé et/ou système d'évacuation qui permettent, pour les eaux réceptrices des rejets, de respecter les objectifs de qualité retenus ainsi que de répondre aux dispositions pertinentes de la présente directive et d'autres directives communautaires

Z

Zone moins sensible (Directive) : Définition

Une masse ou une zone d'eau marine peut être identifiée comme une zone moins sensible si le rejet d'eaux usées n'altère pas l'environnement en raison de la morphologie, de l'hydrologie ou des conditions hydrauliques spécifiques de la zone en question.

Lors de l'identification des zones moins sensibles, les États membres tiennent compte du fait que la charge déversée risque d'être transférée vers des zones adjacentes où elle pourrait altérer l'environnement. Les États membres reconnaissent la présence de zones sensibles en dehors de leur juridiction nationale. Il est tenu compte des éléments suivants lors de l'identification des zones moins sensibles:

baies ouvertes, estuaires et autres eaux côtières avec un bon échange d'eau et sans risque d'eutrophisation ou de déperdition d'oxygène ou dont on considère qu'il est peu probable qu'ils deviennent eutrophes ou subissent une déperdition d'oxygène à la suite du déversement d'eaux urbaines résiduaires.

Zone sensible (Directive) : critères d'identification

Au titre de la Directive sur les Eaux résiduaires urbaine du 21/mai 1991, une masse d'eau doit être identifiée comme zone sensible si elle appartient à l'un des groupes ci-après:

a) Lacs naturels d'eau douce, autres masses d'eau douce, estuaires et eaux côtières, dont il est établi qu'ils sont eutrophes ou pourraient devenir eutrophes à brève échéance si des mesures de protection ne sont pas prises. Il pourrait être tenu compte des aspects ci-après lors de l'examen des éléments nutritifs à réduire par un traitement complémentaire:

- lacs et cours d'eau débouchant dans des lacs/bassins de retenue/baies fermées où il est établi que l'échange d'eau est faible, ce qui peut engendrer un phénomène d'accumulation. Il convient de prévoir une élimination du phosphore dans ces zones, à moins qu'il ne puisse être démontré que cette élimination sera sans effet sur le niveau d'eutrophisation.

Il peut également être envisagé d'éliminer l'azote en cas de rejets provenant de grandes agglomérations;

- estuaires, baies et autres eaux côtières où il est établi que l'échange d'eau est faible, ou recevant de grandes quantités d'éléments nutritifs.

Les rejets provenant des petites agglomérations sont généralement de peu d'importance dans ces zones, mais, en ce qui concerne les grandes agglomérations, l'élimination du phosphore et/ou de l'azote doit être prévue, à moins qu'il ne soit démontré que cette élimination sera sans effet sur le niveau d'eutrophisation.

b) Eaux douces de surface destinées au captage d'eau potable et qui pourraient contenir une concentration de nitrates supérieure à celle prévue par les dispositions pertinentes de la directive 75/440/CEE du Conseil, du 16 juin 1975, concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les États membres (1), si des mesures ne sont pas prises.

c) Zones pour lesquelles un traitement complémentaire au traitement prévu à l'article 4 de la directive est nécessaire pour satisfaire aux directives du Conseil.